



EVALUATION FINALE DU PROJET

« Nedew Ashika ! Demain ensemble” - Unis pour la paix à Kidal »

MARS 2023

AFRICAID CONSEILS

Bamako-Hamdallaye ACI2000
Rue : 432 ; Porte : 905/Tél Bureau : 20296323
Cell (principal) +223 66728526
E-mail : msacko90@gmail.com

Contacts :

Tahirou DOUNDA
Directeur Pays
Search for Common Ground
Bamako-Mali
Tel : 92 63 23 65
Email : tdounda@sfcg.org

Moussa LEWA
DME Manager
Search for Common Ground
Bamako, Mali
Tel : 79 36 98 97
Email : mlewa@sfcg.org

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

| | |
|-----------------------------------|----|
| TABLE DES MATIÈRES | 2 |
| RESUME EXECUTIF | 3 |
| Méthodologie | 3 |
| 1. CONTEXTE DU PROJET | 11 |
| 1.1. Introduction | 11 |
| 1.2. Sommaire du Projet | 11 |
| 2. À PROPOS DE L'ÉVALUATION | 12 |
| 2.1. Objectifs | 12 |
| 2.2. Méthodologie de l'évaluation | 12 |
| 3. RESULTATS | 17 |
| 3.1. Analyse de la pertinence : | 17 |
| 3.2. Efficacité | 21 |
| 3.3. Effets du projet | 30 |
| 3.4. Durabilité | 39 |
| 3.5. Leçons apprises | 39 |
| 4. CONCLUSIONS | 41 |
| 5. RECOMMANDATIONS | 43 |
| 6. Annexes | 45 |

ABREVIATIONS

| | |
|---------|--|
| ACAD | Alliance pour la Convergence des Actions |
| ADD | Actions pour le Développement Durable |
| Almud | Le savoir (en langue tamashek) |
| BATFAR | Bataillon des Forces Armées Reconstitué |
| CEDEAO | Communauté Économique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CMA | Coalition du Mouvement de l'Azawad |
| FAMA | Forces Armées Maliennes |
| FDS | Force de Défense et de Sécurité |
| FGD | Focus Group Discussion |
| MINUSMA | Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali |
| MOC | Mécanisme Opérationnel de Coordination |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| TEP | Tribune d'Expression Populaire |

RESUME EXECUTIF

Méthodologie

L'objectif de la présente évaluation est de mesurer les résultats du projet en termes de réalisation des objectifs et des résultats attendus, ainsi que sa contribution à la réalisation de l'objectif global.

L'évaluation a permis d'apprécier le projet en partant de sa logique d'intervention telle que conçue, en vérifiant en premier lieu si le projet satisfait aux critères de performance couramment interrogés en matière d'évaluation de projet (pertinence, efficacité, impact, durabilité). L'évaluation a aussi analysé le niveau d'exécution des indicateurs du cadre logique du projet.

Les méthodes de collecte de données utilisées dans le cadre de l'évaluation sont :

- **Entretiens semi-structurés avec des informateurs clés** : Un total de 32 entretiens a été réalisé, dont 30 avec des hommes et 2 avec des femmes.
- **Discussions en Focus -group** : Au total, 10 focus groups communautaires ont été organisés, dont 4 avec des femmes, 3 avec des jeunes et 3 avec des leaders communautaires. Ces focus-group ont regroupé au total, 136 personnes. En plus, un focus-group a été réalisé avec 8 éléments du BATFAR de Kidal.

Enquêtes de sondage auprès des populations : pour le volet quantitatif de l'évaluation, des enquêtes ont été réalisées à l'aide d'un questionnaire structuré auprès des individus de 18 ans et plus. Au total, 389 personnes ont été enquêtées dont 133 femmes (34%).

Principaux résultats

Pertinence :

Pertinence des activités du projet par rapport aux priorités des parties prenantes

De l'analyse du contexte au démarrage du projet, il est ressorti que la région de Kidal était en proie à de vives tensions opposant certains groupes signataires aux représentants des autorités gouvernementales, entraînant des entraves au déploiement du bataillon de l'armée reconstituée (BATFAR) à Kidal. En plus, il avait une nécessité de faire accompagner le déploiement du BATFAR par un processus de rapprochement avec les communautés et leurs leaders, et de sensibilisation sur leurs rôles et responsabilités pour favoriser la confiance et l'acceptation des communautés, surtout pour les éléments de la Force Armée Malienne (FAMA) intégrés dans les BATFAR.

Alignement avec la programmation de l'UE au Mali

Financé par l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) de l'UE, le projet Nedew Ashika est pertinent vis-à-vis de l'intervention de l'UE au Mali à plusieurs niveaux. Tout d'abord, il rentre dans le cadre des mesures à court terme de réponse aux crises pour la prévention des conflits en complément aux objectifs de la programmation conjointe UE Mali pour la période 2020-2024. De plus, les interventions de l'IcSP centrées sur la stabilité prennent en compte l'approche « sensibilité aux conflits » dans les programmes comme axe transversal. Cela cadre bien avec le contexte de l'intervention du projet.

Par ailleurs, le projet entre en ligne avec l'**objectif 1** de la programmation conjointe UE Mali 2020-2024, « *Meilleur fonctionnement de l'Etat* », notamment son axe sur « *Décentralisation pour la mise en œuvre des programmes de développement et renforcement de la présence de l'administration sous toutes ses formes sur le territoire malien* ». Le renforcement des capacités des éléments du BATFAR et l'appui à leur redéploiement, ainsi que le renforcement des capacités logistiques du Gouvernorat de Kidal, contribuent à cet axe.

Alignement des objectifs du projet par rapport aux priorités locales et nationales

Les objectifs du projet cadrent avec l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali qui fait partie de la stratégie nationale pour la stabilisation du Mali.

En visant à aider à l'opérationnalisation du BATFAR, le projet prend en compte des aspects de l'armée reconstituée pour la sécurisation et le retour des services sociaux de base, qui est une composante de l'accord d'Alger inscrite dans le chapitre 7, Article 17

Les activités réalisées dans le cadre de l'objectif spécifique 1, notamment les dialogues communautaires et sensibilisations sur le déploiement des BATFAR, ainsi que les activités de solidarités BATFAR/Communautés contribuent au chapitre 9 de l'accord pour la paix et la réconciliation (Redéploiement des forces armées et de sécurité). En ce qui concerne l'objectif spécifique 2, les projets collaboratifs s'alignent avec le chapitre 13 de l'Accord d'Alger (Mobilisation en faveur d'un développement des régions du Nord).

Alignement du projet à la Stratégie de Search au Sahel

Les objectifs du projet s'alignent à l'**objectif 5 de la stratégie Sahel** qui est de « ***Créer les conditions pour la réussite d'un règlement politique du conflit au Mali inclusif*** ». En effet, les dialogues communautaires et les ateliers conjoints impliquant les leaders communautaires/religieux, les représentants de la société civile et les mouvements signataires de l'Accord pour la Paix ont permis de faciliter les échanges sur les conflits existants, mais aussi de discuter des contributions de chacun des groupes au processus de stabilisation en cours.

Alignement du projet avec les instrumentaux régionaux sur la sécurité et la stabilité

Au plan régional, les objectifs du projet s'alignent avec certains objectifs qui figurent dans le Cadre d'Actions Prioritaires Intégré du G5 sahel. Les objectifs du projet s'alignent également avec l'axe 7 du plan d'Actions Prioritaires (2020-2024) pour éradiquer le terrorisme dans l'espace CEDEAO : « ***La promotion de la communication, du dialogue intercommunautaire et la prévention de l'extrémisme violent.*** »

Au niveau africain et mondial, le projet s'aligne à l'aspiration 4 « ***Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité*** » de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et à l'**objectif 16** des Objectifs de Développement Durable « ***Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, permettre un accès à la justice pour tous et bâtir des institutions efficaces, redevables et inclusives à tous les niveaux.*** »

Efficacité

Résultats atteints/changements qualitatifs apportés par le projet dans les différentes zones/communes d'intervention

Le projet a apporté des changements qualitatifs significatifs, notamment en matière de renforcement de la collaboration entre les acteurs d'une part et l'amélioration de la confiance entre les communautés d'autre part, à travers l'organisation de dialogues communautaires et la réalisation de projets communautaires qui ont été des facteurs de cohésion sociale et de rapprochement de la population.

Degré de satisfaction des cibles par rapport aux actions du projet dont elles ont bénéficiées

Les communautés et l'ensemble des acteurs ont affirmé être satisfaits des actions du projet. Cela a été justifié par le fait que les activités du projet sont adaptées au contexte social de la zone et prennent en compte les attentes de la population, en ce qui concerne l'éducation, l'accès à l'eau et la tenue de dialogues communautaires. Un autre motif de satisfaction vient du fait que le projet a permis un rapprochement entre les différentes parties prenantes.

La totalité des activités programmées ont été mises en œuvre avec un niveau d'atteinte très satisfaisant. En ce qui concerne les résultats, on note également un niveau d'atteinte acceptable, comme le montre l'analyse ci-dessous.

- R.1.1 : Selon les résultats des enquêtes, **81%** des répondants affirme avoir des opportunités d'exprimer leurs attentes vis-à-vis du processus de stabilisation, pour une valeur cible de 70%, soit un taux de réalisation de **116%**.
- R.1.2 : Tous les leaders communautaires et acteurs clés interrogés ont affirmé avoir accès à des espaces de dialogue sur les priorités de construction de la paix. On peut alors affirmer que la valeur cible de fin de projet est largement dépassée pour cet indicateur.
- R.1.3 : La proportion de la population ayant affirmé être informée sur le déploiement du BATFAR a connu une légère évolution entre le début et la fin du projet, passant de 55% à la Baseline à 60% en fin de projet. La valeur de l'indicateur à la fin du projet représente 86% de la cible qui est fixée.
- R.2.1 : le taux de connaissances des membres du BATFAR relatif à leur mandat de protection a atteint 53% comparativement aux résultats du pré test qui démontraient 40% de taux de connaissances. Cela représente un progrès de 13 points par rapport à la Baseline et 88% du taux de réalisation de la valeur cible de fin de projet.
- R.3.1 : Une feuille de route identifiant des projets conjoints a été développée pour chaque commune, conjointement par les leaders communautaires, les autorités communautaires et les autres acteurs clés impliqués.
- R3.2. Lors de la présente évaluation, l'équipe n'a pas reçu d'information relative aux indicateurs de suivi des projets conjoints développés dans les projets conjoints développés, ou des projets communautaires réalisés. Cette situation s'explique par le retard accusé dans la construction et la réception des infrastructures communautaires, et aussi le retard

et les conditions dans lesquelles les comités de gestion ont été mis en place. Ces comités ont été mis en place dans le dernier mois de mise en œuvre du projet et les équipes n'ont pas identifié avec les communautés les indicateurs qui puissent aider à mesurer pour la suite la gestion des infrastructures et leur impact sur la cohésion sociale. On peut donc déduire que la participation des communautés au suivi-évaluation des projets communautaires a été partielle parce qu'elles ont participé au début du projet d'expression et d'identification des besoins prioritaires concernant les projets communautaires. Ce, à travers les dialogues communautaires

- R.4.1 : le projet a doté le gouvernorat de la région de Kidal de matériels informatiques et bureautiques. Cet appui logistique a permis d'améliorer considérablement les conditions de travail du personnel et d'accueil de l'administration régionale.

Globalement, les communautés et l'ensemble des acteurs ont affirmé être satisfaits des actions du projet. Cela a été justifié par le fait que les activités du projet sont adaptées au contexte social de la zone et prennent en compte les attentes de la population, en ce qui concerne l'éducation, l'accès à l'eau et la tenue de dialogues communautaires.

Coordination de la mise en œuvre

Le projet a réussi à mettre ensemble les acteurs impliqués dans le processus de mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation à travers l'atelier de cadrage du projet et l'atelier stratégique. Ces ateliers ont enregistré la participation de la CMA, la plateforme, la CMI, le Ministère de la réconciliation, le Ministère de la jeunesse, le Ministère de l'agriculture, la MINUSMA, l'Amenokal de Kidal et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre de l'accord.

Le projet a plusieurs acquis en matière de facilitation de dialogue entre les communautés, avec notamment l'organisation de tables-rondes au cours desquelles des consensus sont dégagés afin de rétablir la confiance entre les populations, mais aussi avec les autorités administratives et les mouvements signataires.

Par ailleurs, le projet a établi des dialogues entre le BATFAR et les autres groupes présents à Kidal, à travers des rencontres ou échanges sur la sécurisation de la population et leurs biens, l'Accord pour la paix et la réconciliation d'Alger et l'objectif de l'armée reconstituée.

Effets

Polarisation collective

Le projet a apporté des changements qualitatifs significatifs, notamment en matière de renforcement de la collaboration entre les acteurs d'une part et l'amélioration de la confiance entre les communautés d'autre part, à travers l'organisation de dialogues communautaires et la réalisation de projets communautaires.

Les acteurs rencontrés, ainsi que les communautés sont aussi unanimes sur le fait que les relations sont de bonne qualité entre les parties prenantes. Ce changement positif de perception s'explique par le fait que les communautés sont constamment concertées dans les décisions concernant la sécurité des localités. **90%** des répondants de cette évaluation affirment que les acteurs clés

(autorités administratives, locales, coutumières, CMA, Plateforme, Populations) ont organisé des dialogues pour discuter des priorités de la paix.

Violence physique

Les enquêtes font ressortir que **86%** des répondants considèrent que les acteurs locaux jouent un rôle actif dans la stabilisation pour une valeur cible de 70% à la fin du projet, soit un taux de réalisation de 123%. Cependant, la contribution du bataillon de l'armée reconstituée à la sécurisation des personnes est faiblement perçue au sein de la population. Cela s'explique en partie par l'absence de ce bataillon dans d'autres localités, en dehors de Kidal.

Malgré le faible niveau de confiance de la population envers les éléments du BATFAR (justifié par l'absence de ceux-ci à Anefif et Essouk), la population a une bonne perception de la sécurité au niveau des différentes localités dans la mesure où **91%** des répondants affirment se sentir en sécurité lorsqu'ils se déplacent seuls à pied dans leur zone de résidence.

A noter que l'absence du Batfar dans les communes d'Anefif et Kidal n'occulte en rien les efforts de préparation des communautés à accepter et accueillir dans un avenir proche une mission du bataillon des forces armées reconstituées de Kidal.

Légitimité institutionnelle

Les populations ont une bonne perception de leur collaboration avec les autorités locales (maires, autorités intérimaires, élus locaux), coutumières/religieuses et sécuritaires. En effet, respectivement 57% des répondants ont affirmé qu'il y a une bonne collaboration avec les autorités sécuritaires et coutumières/religieuses ; 63% ont la même perception sur les autorités locales (maires, autorités intérimaires, élus locaux).

De manière générale, l'ensemble des personnes interrogées dans le cadre de cette évaluation ont une très bonne appréciation de la contribution du projet au changement positif de perception des acteurs et de l'amélioration de la collaboration avec les autorités locales. En effet, le projet a appuyé la création de cadres de concertation composés de l'administration, des mouvements signataires et de la société civile pour discuter de la construction de la paix. Cela a permis de renforcer la collaboration et la confiance entre les autorités et les populations.

Contribution à la promotion de l'égalité de genre

Les femmes sont impliquées régulièrement à des rencontres et dialogues communautaires organisés, ainsi que la réalisation des projets communautaires. La participation aux dialogues a permis aux femmes de jouer un rôle important dans la construction de la paix au sein des communautés. Elles ont également participé aux différentes productions radiophoniques faisant entendre leurs voix pour la cohésion pacifique. Culturellement, dans les zones d'intervention du projet la femme a toujours joué un rôle important pour la paix et le vivre ensemble.

Les jeunes hommes et les jeunes filles ont aussi pleinement participé dans des activités à travers les séances de sensibilisation en « grin ». En plus, dans le cadre des activités de solidarité, les éléments du BATFAR et les jeunes ont organisé plusieurs activités ensemble comme des matchs de football.

Durabilité

Le renforcement des capacités des ambassadeurs de paix et leur ancrage communautaire constituent un atout pour la pérennisation de leurs actions, toutefois, le manque de ressources financières pour mener des activités sur le terrain pourrait être un frein à la poursuite des actions. La totalité des acteurs rencontrés trouvent qu'il n'existe aucun plan d'institutionnalisation des pratiques des ambassadeurs de paix.

Le projet a appuyé la mise en place d'un comité civilo-militaire dans chaque commune qui pourrait maintenir des acquis du projet. Ce comité tient régulièrement des réunions avec la participation des BATFAR (pour la commune de Kidal), des mouvements signataires, des ambassadeurs et de la société civile. En plus, l'engouement des acteurs (BATFAR, Ambassadeurs de Paix et communautés) pour le projet est un élément important pouvant faciliter la collaboration dans le cadre de la pérennisation des acquis.

Leçons apprises

L'analyse des données recueillies lors des entretiens individuels et focus-group montre que le projet Nedew Ashika a fait face à certains défis au cours de sa mise en œuvre, comme le **retard dans l'exécution des projets collaboratifs** et la mise en place d'un **mécanisme de redevabilité** autour de ces projets. En outre, le déficit dans le processus de rapportage se caractérisant par le retard de soumission des rapports narratifs par les partenaires de Search (Almud, ADD, ACAD) a été un défi.

En plus, le **recrutement d'un personnel local** favorise la mobilisation de l'ensemble des acteurs clés autour des actions du projet.

Recommandations

Nous formulons un certain nombre de recommandations qui pourront servir pour la mise en œuvre des projets similaires futures et asseoir une pérennisation des acquis. Il s'agit de :

Pour Search

Recommandation 1: Renforcer le mécanisme de plaintes et de remontée d'information en place :

Les résultats de l'analyse ont montré que le mécanisme de remontée d'information mis en place reste encore non formel (se limitant aux ambassadeurs de paix) et peu connu de la population et des acteurs clés.

Il y a donc une nécessité de renforcer ce mécanisme qui doit répondre aux besoins des communautés, et en mettant en place tous les outils appropriés à son fonctionnement correct (numéro vert, boîte à suggestions, points focaux, etc.). Il est ensuite nécessaire de procéder à une large communication sur un tel mécanisme pour une meilleure connaissance de la population sur son mode de fonctionnement.

Recommandation 2 : Renforcer les capacités des autorités locales sur la notion de redevabilité

Les résultats de l'évaluation ont montré un faible niveau de redevabilité des autorités locales vis-à-vis des communautés. Des discussions en focus group et du sondage, il ressort un faible

niveau de satisfaction des populations sur le fait que les autorités leurs rendent compte, notamment sur la gestion des projets communautaires.

Il est donc important pour Search de renforcer les capacités des autorités locales sur la notion de redevabilité. Ce renforcement de capacités pourrait passer par des formations et l'appui à l'organisation de sessions de restitution à la population.

Recommandation 3 : Travailler à mettre en place une stratégie de pérennisation/institutionnalisation de l'approche Ambassadeur de Paix

L'approche Ambassadeur de paix a été un facteur important de réussite de projet et bien appréciée par l'ensemble des acteurs. Toutefois, cette approche reste encore fragile du fait de l'absence de stratégie de pérennisation.

Search devra élaborer une stratégie de pérennisation ou d'institutionnalisation de cette approche, avec l'implication de tous les acteurs clés (Autorités coutumières, Autorités intérimaires, Mouvements signataires, BATFAR, Société civile). Cette stratégie pourrait être assortie d'un plan d'actions et d'un plan de mobilisation de ressources internes pour la continuité des actions des Ambassadeurs de paix.

Pour Search et ses partenaires locaux de mise en oeuvre

Recommandation 4 : Renforcer les synergies avec d'autres intervenants/projets dans la zone

Il a été constaté que la synergie entre le projet « Nedew Ashika » et d'autres projets intervenant dans le domaine de la cohésion est encore très faible, voire absente.

Pour avoir un des effets significatifs dans l'amélioration de la cohésion sociale, il est impératif pour Search et ses partenaires locaux de mise en oeuvre de mettre et/ou de participer dans des cadres de collaboration plus large impliquant les autres acteurs de la zone.

Recommandation 5 : Améliorer la communication et la coordination entre Search et ses partenaires

Un des défis importants auxquels le projet a fait face durant la mise en oeuvre est la faible qualité de la communication et de la coordination entre Search et ses partenaires.

L'amélioration de la qualité du partenariat passe l'organisation des rencontres régulières de coordination (par exemple à une fréquence trimestrielle), mais aussi la mise en place et le respect d'un calendrier de rapportage. Les partenaires devront être également renforcées sur les formats de rapportage narratif et financier, ainsi que les procédures administratives et financières de Search afin d'améliorer la qualité des rapports à soumettre.

Pour les partenaires locaux de mise en oeuvre et ambassadeurs de paix

Recommandation 6 : Poursuivre les efforts pour l'acceptation des BATFAR, notamment dans les autres communes

Malgré des résultats atteints en matière d'amélioration de la confiance entre la population et le BATFAR dans la commune de Kidal, l'absence des éléments BATFAR dans les autres communes n'a pas facilité son acceptation par les populations de ces communes.

Les partenaires locaux et les ambassadeurs de paix devraient donc poursuivre les efforts de sensibilisation sur les objectifs, la composition et les missions du BATFAR dans ces communes. Il serait également intéressant de délocaliser, avec l'appui des autres acteurs (autorités coutumières, mouvements signataires, autorités intérimaires) les activités de solidarités dans ces communes pour un rapprochement entre les BATFAR et les communautés.

1. CONTEXTE DU PROJET

1.1. Introduction

Le projet « **Nedew Ashika ! Demain ensemble** » - Unis pour la paix à Kidal » a fait l'objet d'une évaluation classique basée sur les critères de l'OCDE et cherche à déterminer les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'intervention au cours de la période de mise en œuvre. Cette évaluation a analysé l'impact du projet et sa contribution au changement de perception de la population vis-à-vis des éléments du BATFAR, ainsi que l'amélioration de la confiance et de la collaboration entre les parties.

Le rapport décrit des résultats issus de l'analyse des données collectées et comporte cinq (5) chapitres à savoir :

- Le contexte du projet
- La méthodologie de l'évaluation
- Les Principaux résultats
- La conclusion
- Les recommandations

1.2. Sommaire du Projet

Le programme de Search au Mali a mis en œuvre dans la région de Kidal, le projet « **Nedew Ashika ! Demain ensemble** » - Unis pour la paix à Kidal » pour apporter une réponse aux questions de paix et la stabilisation de la région de Kidal. Le projet visait à renforcer le vivre ensemble et la cohésion sociale entre les populations de cette région - y compris la stabilisation du processus de paix. Il avait pour finalité de contribuer à assurer la continuité des efforts en lien avec la consolidation de paix dans cette région émaillée par les crises sécuritaires; en soutenant la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (APR) au travers le déploiement du BATFAR et favoriser le retour des services sociaux de base.

L'objectif global du projet est de contribuer à la stabilisation de la région de Kidal. Cet objectif global est décliné en quatre objectifs spécifiques, à savoir : (i) Mobiliser l'ensemble des groupes représentatifs de Kidal dans un processus de dialogue visant à créer un consensus sur les priorités pour la construction de la paix; (ii) Améliorer la capacité du BATFAR à protéger les populations civiles et respecter les droits de l'homme; (iii) Renforcer la confiance, la redevabilité et la collaboration entre populations, autorités et BATFAR; (iv) Renforcer les capacités logistiques du bureau du Gouverneur de Kidal.

Pour l'atteinte de ces objectifs, les activités du projet devaient permettre d'atteindre les 7 résultats suivants .

- **R1.1.** Les membres des communautés ont l'opportunité d'exprimer leurs attentes vis-à-vis du processus de stabilisation ;
- **R1.2.** Les leaders communautaires et autres acteurs influents ont des espaces de dialogue et développent une vision commune des priorités pour la construction de la paix ;
- **R1.3.** Les communautés ont accès à des informations fiables et de qualité relatives au déploiement des bataillons de l'armée reconstituée ;
- **R2.1.** Les forces armées reconstituées disposent des connaissances et des outils nécessaires

pour adopter des comportements positifs favorisant le rapprochement et la collaboration avec les communautés ;

- **R3.1.** Les leaders communautaires et autres acteurs influents collaborent avec les autorités (civiles et coutumières) et les forces armées reconstituées pour la planification et la mise en œuvre de projets à impact rapide ;
- **R3.2.** Les communautés participent activement au suivi-évaluation des projets mis en œuvre et reconnaissent l'impact positif de la collaboration entre tous les acteurs ;
- **R4.1.** Le Gouvernorat de Kidal a des capacités logistiques renforcées lui permettant d'exercer ses fonctions.

Les objectifs et les résultats du projet en cohérence avec la Théorie de Changement du projet qui suppose que si les communautés et le leadership local sont impliqués dans le déploiement du BATFAR, si les éléments BATFAR sont équipés de connaissances et d'outils nécessaires pour assurer la protection des civils et si ce dernier interagit avec les membres de la communauté, alors la confiance et la collaboration seront améliorées pour la stabilisation de la région de Kidal.

Ainsi, les principales activités du projet sont : (i) l'identification et la formation des Ambassadeurs de Paix. ; (ii) l'organisation de dialogues communautaires sur le déploiement du BATFAR ; (iii) la réalisation d'activités conjointes de solidarité BATFAR/Communautés ; (iv) l'organisation de sessions d'information et de sensibilisation sur le déploiement du BATFAR ; (v) le financement des projets collaboratifs ; (vi) la formation des formateurs du BATFAR sur le CGA et les droits de l'homme.

En plus, de ces activités, le projet a réalisé des actions transversales, liées à la communication et la visibilité, à la redevabilité et au suivi-évaluation ; ainsi qu'à la coordination avec d'autres acteurs.

2. À PROPOS DE L'ÉVALUATION

2.1. Objectifs

L'objectif de la présente évaluation est de mesurer les résultats du projet en termes de réalisation des objectifs et des résultats attendus, ainsi que sa contribution à la réalisation de l'objectif global.

Il s'agit de fournir à Search for Common Ground (Search), à l'Union Européenne et aux parties prenantes intéressées une analyse globale de la performance du projet, avec une attention particulière sur ses résultats attendus.

Spécifiquement, cette évaluation vise à mesurer, d'une part, l'état d'avancement du projet au travers des indicateurs du cadre logique, et, d'autre part, à évaluer les critères sur la base des questions d'évaluation proposées dans les termes de référence et à analyser les enseignements tirés et les cas de succès pour améliorer l'efficacité des actions présentes et futures.

Les obstacles et goulots d'étranglement rencontrés dans la conception et la mise en œuvre du projet seront également identifiés afin de proposer des recommandations.

2.2. Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation est abordée sous des angles différents mais complémentaires. Il s'agit tout d'abord d'apprécier le projet en partant de sa logique d'intervention telle que conçue, en vérifiant en premier lieu si le projet satisfait aux critères de performance couramment interrogés en matière d'évaluation de projet (pertinence, efficacité, impact, durabilité). Il a été élaboré à cet effet des guides comportant des questions évaluatives dont les réponses ont permis de se prononcer sur les critères de performance.

L'évaluation a aussi analysé le niveau d'exécution des indicateurs du cadre logique du projet. La mesure des valeurs des différents indicateurs a permis d'apprécier les changements globaux ou spécifiques intervenus dans le contexte de mise en œuvre du projet.

Les méthodes de collecte de données utilisées dans le cadre de la méthodologie sont présentées ci-après.

- **Entretiens semi-structurés avec des informateurs clés :**

Les équipes d'enquête ont mené des entretiens semi-structurés avec différentes catégories de parties prenantes. Ces entretiens ont ciblé le personnel du projet, les équipes des partenaires de mise en œuvre, les éléments du BATFAR/MOC, les Ambassadeurs de paix, les autorités intérimaires, les autorités coutumières et religieuses ; les membres des mouvements signataires, les leaders des organisations de la Société Civile et les responsables des radios partenaires.

Des entretiens avec les informateurs clés ont été également réalisés pour recueillir et trianguler des informations sur les principales questions exposées dans la matrice d'évaluation. Le processus de sélection des informateurs s'est appuyé sur une liste des parties prenantes établies avec l'équipe du projet. Au moins deux entretiens par groupe cible ont été réalisés pour couvrir les différentes questions sous différents angles / points de vue. Un total de 32 entretiens a été réalisé, dont 30 avec des hommes et 2 avec des femmes. Le détail des entretiens est présenté dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Entretiens à réaliser par acteurs/parties prenantes

| Acteurs | Nombre entretiens hommes | Nombre entretiens Femmes | TOTAL Entretiens | Commentaires |
|---|--------------------------|--------------------------|------------------|---|
| Personnel du projet | 5 | 0 | 5 | |
| Les équipes du partenaire de mise en œuvre ADD | 1 | 0 | 1 | Les partenaires ACAD et ALMUD ont été sollicités au moins à trois reprises pour les entretiens, même après la période prévue pour |

| | | | | |
|--|-----------|----------|---|---|
| | | | | la collecte des données. Ils n'étaient pas disponibles. |
| Les éléments du BATFAR/MOC | 4 | 0 | 4 | |
| Les Ambassadeurs de la paix, les autorités intérimaires | 4 | 1 | 5 | |
| les autorités coutumières et religieuses | 3 | 0 | 3 | |
| les membres des mouvements signataires | 8 | 0 | 8 | |
| les leaders des organisations de la Société Civile | 2 | 0 | | 2 |
| les responsables des radios partenaires | 3 | 0 | | 3 |
| | 0 | 1 | | 1 |
| TOTAL | 30 | 2 | | 32 |

- **Discussions en Focus –group :**

La discussion en focus-group est une méthode de recherche qualitative dans laquelle un groupe (homogène) de personnes est réuni pour discuter d'un sujet prédéterminé. Elle offre la possibilité de contrôle de la qualité pendant la discussion puisque les répondants se questionnent, se contredisent et fournissent des arguments sur leurs opinions. En raison de la dynamique de groupe, l'accent est souvent mis sur les principaux aspects de la discussion. Il est facile de voir dans quels domaines les répondants sont ou ne sont pas d'accord entre eux. Pour les besoins de cette évaluation, des discussions en Focus-group regroupant 8 personnes ont été organisées afin de recueillir les points de vue des groupes cibles sur les critères d'évaluation et corroborer certaines informations quantitatives collectées auprès des populations lors des enquêtes de sondage. Les groupes cibles concernés par les discussions en focus group sont les leaders communautaires, les membres des Associations/groupements de femmes et de jeunes impliqués dans les activités du projet.

Au total, 10 focus-groups communautaires ont été organisés, dont 4 avec des femmes, 3 avec des jeunes et 3 avec des leaders communautaires. Ces focus ont regroupé au total, 136 personnes. En plus, un focus group a été réalisé avec 8 éléments du BATFAR de Kidal.

Tableau 2 : Discussions en Focus Group réalisées par commune

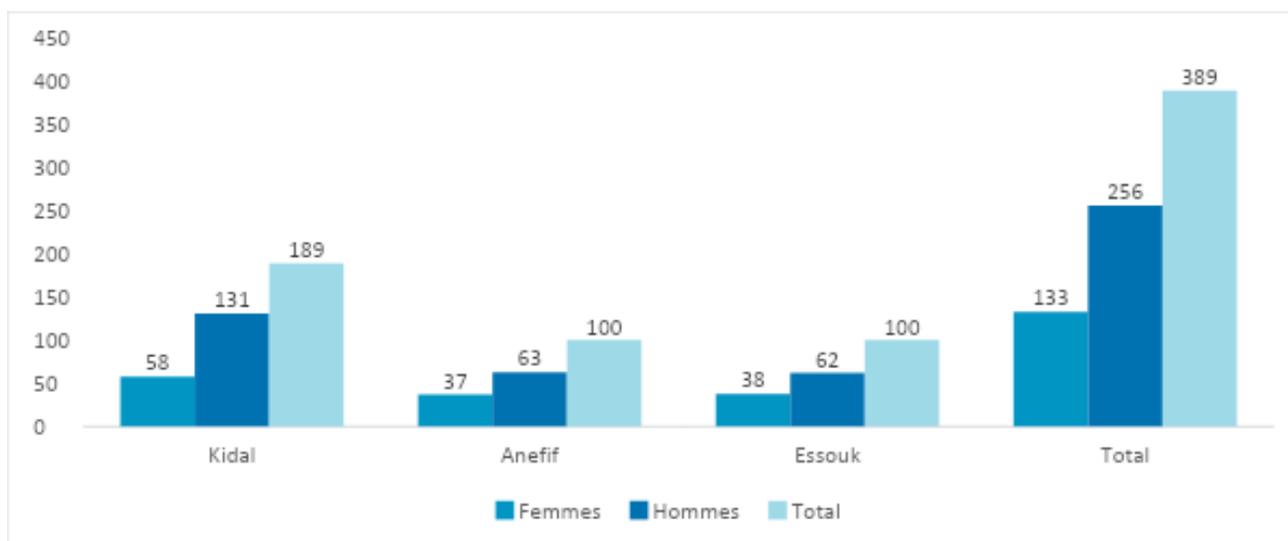
| Communes | Leaders communautaires | Groupe femmes | de Groupe jeunes | de BATFAR |
|--------------|------------------------|---------------|------------------|-----------|
| Kidal | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Anéfif | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Essouk | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Total | 3 | 4 | 3 | 1 |

- **Enquêtes de sondage auprès des populations :**

Pour le volet quantitatif de l'évaluation, des enquêtes ont été réalisées à l'aide d'un questionnaire structuré auprès des individus de 18 ans et plus.

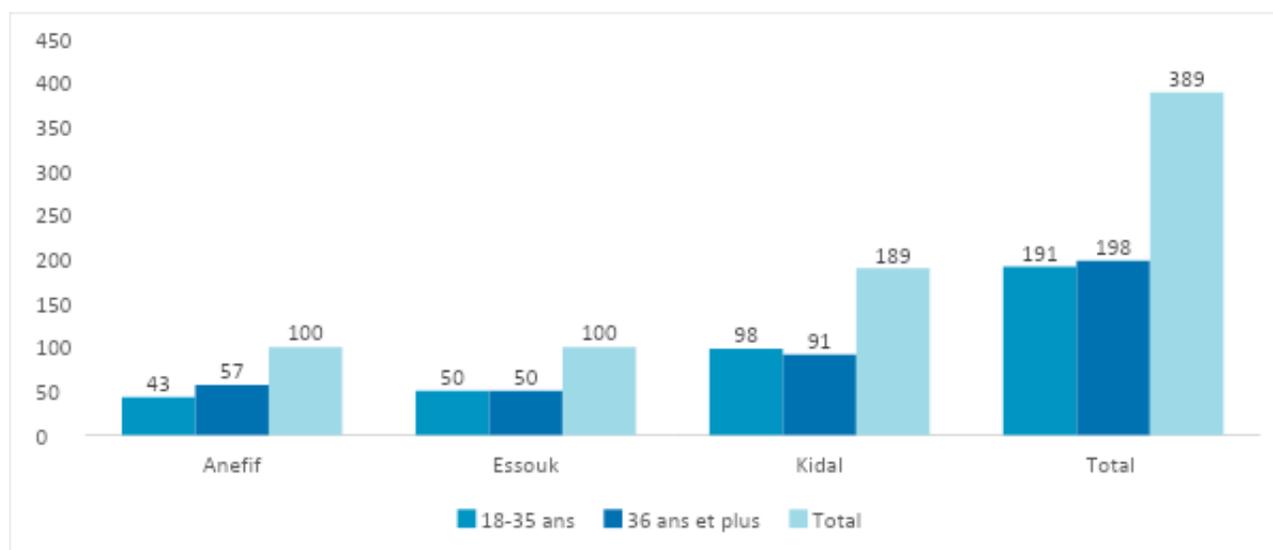
L'échantillon de cette enquête de sondage a été représentatif avec une précision de 5% et un niveau de confiance de 95%. Au total, 389 personnes ont été enquêtées dont 133 femmes (34%). La répartition de l'échantillon des personnes enquêtées est présentée dans le tableau ci-dessous

Graphique 1 : Répartition de la taille de l'échantillon par commune selon le sexe



Le nombre de personnes enquêtées est quasiment identique pour les tranches d'âge de 18- 35 ans et de 36 ans et plus. Cette tendance est quasiment observée dans toutes les communes, à l'exception d'Anefif.

Graphique 2 : Répartition de la taille de l'échantillon par commune selon les tranches d'âges



Collecte de données

Conformément aux termes de références et à ses engagements contractuels, Search a mobilisé son équipe terrain pour la collecte des données dans les différentes communes couvertes par le projet. Les données ainsi collectées ont été mises à la disposition du Bureau AFRICAID CONSEILS pour analyse et production du rapport.

L'accent a été mis sur la collecte digitale de données à partir des Smartphones pour avoir des données fiables et sécurisées, mais aussi pour faciliter la gestion et le contrôle à distance. Les formulaires de collecte des données ont été conçus par AFRICAID CONSEILS et l'application Kobo Collect utilisée pour la collecte digitale de données sur le terrain. Pour les FGD, la collecte a été faite sur papier et ensuite les informations ont été transcrites.

Traitement et analyse des données quantitatives et qualitatives :

Pour les données d'enquête de sondage auprès des populations, il a été procédé à l'apurement des données afin de déceler les erreurs et les incohérences. L'analyse des données a été faite principalement avec le logiciel Excel et a consisté à dégager des tendances sur les perceptions des personnes enquêtées, à travers de statistiques descriptives et de variables croisées.

Les données collectées à la suite des entretiens avec les informateurs clés et les focus groups ont également été analysées selon l'approche descriptive d'analyse des données, à partir des données collectées et saisies par l'équipe de Search.

3. RESULTATS

3.1. Analyse de la pertinence :

Implication des parties prenantes (BAFTAR, Autorités locales, Autorités Coutumières et Communautés)

L'ensemble des parties prenantes (leaders communautaires, leaders des mouvements, BATFAR) estiment avoir été consultés avant et pendant la mise en œuvre des activités du projet. Selon eux, l'équipe projet de Search a organisé des ateliers de cadrage et de concertation au cours desquels toutes les activités présentées ont été validées et jugées pertinentes pour la cohésion au sein des communautés et la stabilisation du cercle de Kidal par les parties prenantes. Ces consultations ont été inclusives avec la participation des femmes, des jeunes et dans une moindre mesure les personnes en situation de handicap. Ceci est illustré par ce témoignage d'un élément du BATFAR : *« Toutes les parties prenantes ont été réunies par le personnel de Search pour discuter des activités et juger si elles sont adaptées aux besoins essentiels de la communauté, tout en privilégiant le genre, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ».*

On peut déduire des informations recueillies que le projet a utilisé une approche inclusive, avec la participation des parties prenantes au niveau local, notamment les leaders communautaires, les chefs coutumiers/religieux, les femmes et jeunes des organisations de la société civile, ainsi que les autorités administratives et militaires. Cette approche participative a permis à Search de prendre en compte les capacités existantes au niveau local et les besoins des acteurs dans la conception des activités du projet. Plusieurs répondants ont affirmé avoir été concertés lors des réunions d'identification pour exprimer leurs besoins. Ils ont également affirmé avoir donné leurs points de vue lors du choix de projets communautaires. L'appréciation de l'approche inclusive de Search par la quasi-totalité de parties prenantes a constitué de facto un facteur d'acceptation du projet dans les communautés.

On peut également noter de l'analyse des informations recueillies que le choix des acteurs impliqués est très pertinent par rapport au contexte local. Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet jouissent d'une certaine reconnaissance au sein des communautés. Les leaders communautaires font l'unanimité auprès des populations, les jeunes, les femmes sont très écoutées auprès de leurs pairs. Leur implication dans les activités assure une adhésion communautaire au projet. Cela est corroboré par ce discours d'un participant au focus group leaders communautaires d'Anéfif, *« Les Ambassadeurs et les leaders communautaires ont été choisis à cause de leur influence et du respect dont ils jouissent auprès des communautés. Ce sont des personnes responsables, disponibles et au service des populations ».* **Pertinence des activités du projet par rapport aux priorités des parties prenantes**

De l'analyse du contexte au démarrage du projet, il est ressorti que la région de Kidal était en proie à de vives tensions opposant certains groupes signataires aux représentants des autorités gouvernementales, entraînant des entraves au déploiement du bataillon de l'armée reconstituée (BATFAR) à Kidal. En plus, les résultats du « conflict scan » auprès de la population a montré la nécessité de faire accompagner le déploiement du BATFAR par un processus de rapprochement avec les communautés et leurs leaders, et de sensibilisation sur leurs rôles et responsabilités pour

favoriser la confiance et l'acceptation des communautés, surtout pour les éléments de la Force Armée Malienne (FAMA) intégrés dans les BATFAR.

A cet effet, des dialogues communautaires, tribunes d'expression populaire, Activités de causeries avec les groupements de jeunes appelés "GRINS"¹, tables rondes, projets collaboratifs, activités de solidarité ont été initiés dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Ces activités étaient adaptées au contexte qui prévalait dans les communes et qu'elles étaient en adéquation avec les normes, pratiques et coutumes dans les communautés.

Selon les informations recueillies, les activités réalisées ont répondu à leurs besoins les plus urgents, en ce sens qu'elles ont contribué à renforcer la cohésion verticale (communautés, autorités et fournisseurs de service) et horizontale (entre les communautés). Ceci est illustré par ce témoignage d'un ambassadeur de paix de la commune de Essouk : *« Oui, bien-sûr que les activités ont été discutées avec les acteurs concernés et reflètent vraiment les défis auxquels notre population est confrontée ; elles répondent aux critères socio-culturels de la zone. »*

Cependant, le projet n'a pas pu répondre à toutes les attentes dont certaines hors du champ d'intervention du projet. A Essouk on s'attendait à la construction d'une école medersa et à l'emploi des jeunes de la localité lors de la construction/réhabilitation des infrastructures dans la commune. Des acteurs (leaders) de cette localité auraient souhaité la prise en compte de ces doléances/besoins.

Alignement des objectifs du projet par rapport aux priorités locales et nationales

Les objectifs du projet cadrent avec l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali dont la mise en œuvre contribuera à stabiliser le Mali. Cet accord fait partie de la stratégie nationale pour la stabilisation du Mali. C'est pourquoi, il figure en bonne place dans le plan d'action gouvernemental du Mali.

La conception du projet s'inscrit dans le cadre de la « **stabilisation de la région de Kidal** ». Plusieurs observateurs nationaux et internationaux pensent que cette stabilisation passe par la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation. En visant à aider à l'opérationnalisation du BATFAR, le projet prend en compte des aspects de l'armée reconstituée pour la sécurisation et le retour des services sociaux de base, qui est une composante de l'accord d'Alger inscrite dans le chapitre 7, Article 17².

Par ailleurs, les objectifs spécifiques 1, 2 et 3 qui visaient respectivement à « **Mobiliser l'ensemble des groupes représentatifs de Kidal dans un processus de dialogue visant à créer un consensus sur les priorités pour la construction de la paix** » ; « **Améliorer la capacité du BATFAR à protéger les populations civiles et respecter les droits de l'homme** » et « **Renforcer la confiance, la redevabilité et la collaboration entre populations, autorités et BATFAR** » s'alignent à chapitre 7 de l'Accord d'Alger.

¹ Lieux lieu de rencontre, et d'échanges des jeunes, à caractère informel

² [Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger](#)

L'atteinte de ces objectifs garantit aux communautés de vivre dignement et de renforcer la **légitimité** des représentants de l'Etat central et des autorités locales. »

Les activités réalisées dans le cadre de l'objectif spécifique 1, notamment les dialogues communautaires et sensibilisations sur le déploiement des BATFAR, ainsi que les activités de solidarités BATFAR/Communautés contribuent au chapitre 9 de l'accord pour la paix et la réconciliation (Redéploiement des forces armées et de sécurité). En ce qui concerne l'objectif spécifique 2, les projets collaboratifs s'alignent avec le chapitre 13 de l'Accord d'Alger (Mobilisation en faveur d'un développement des régions du Nord). En effet, l'article 38 contenu de ce chapitre stipule des mesures de développement socio- économique parmi lesquelles la réalisation d'infrastructures structurantes.

Quant à l'objectif spécifique 4, le renforcement des capacités du Gouvernorat de Kidal contribue également au chapitre 12 (stratégie spécifique de développement), notamment l'article 31³.

Tous les éléments qui précèdent permettent de confirmer que les objectifs du projet cadrent avec les priorités locales et nationales de paix, sécurité, réconciliation et cohésion sociale.

Alignement avec le programme de Coopération de l'Union Européenne au Mali

Financé par l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) de l'UE, le projet Nedew Ashika est pertinent vis-à-vis de l'intervention de l'UE au Mali à plusieurs niveaux. Tout d'abord, il rentre dans le cadre des mesures à court terme de réponse aux crises pour la prévention des conflits en complément aux objectifs de la programmation conjointe UE Mali pour la période 2020-2024. De plus, les interventions de l'IcSP centrées sur la stabilité prennent en compte l'approche « sensibilité aux conflits » dans les programmes comme axe transversal. Cela cadre bien avec le contexte de l'intervention du projet.

Par ailleurs, le projet entre en ligne avec l'**objectif 1** de la programmation conjointe UE Mali 2020-2024, « *Meilleur fonctionnement de l'Etat* », notamment son axe sur « *Décentralisation pour la mise en œuvre des programmes de développement et renforcement de la présence de l'administration sous toutes ses formes sur le territoire malien* ». Le renforcement des capacités des éléments du BATFAR et l'appui à leur redéploiement, ainsi que le renforcement des capacités logistiques du Gouvernorat de Kidal, contribuent à cet axe.

Alignement du projet à la Stratégie de Search au Sahel

Search a conçu une stratégie décennale qui guide son intervention au Sahel. Cette vision stratégique se décline en cinq (5) objectifs clés. Ces objectifs sont entre autres : **i) Renforcer l'interdépendance sociale et économique au-delà des lignes de démarcation; ii) Catalyser une gestion équitable et inclusive des ressources en terre et en eau; iii) Transformer la façon dont les États répondent aux menaces à la sécurité afin qu'ils collaborent avec les acteurs locaux pour s'attaquer aux causes profondes des conflits; iv) Renforcer la gouvernance inclusive et améliorer l'accès équitable aux**

³ Les Parties conviennent de la nécessité pour l'Etat de refonder sa vision du développement local au profit d'une plus grande habilitation des collectivités locales à formuler leurs stratégies de développement dans le cadre d'une approche solidaire, participative et adaptée aux réalités socio-culturelles et géographiques locales et assurant la transparence et la reddition des comptes à tous les niveaux.

services publics; v) Créer les conditions pour la réussite d'un règlement politique du conflit au Mali inclusif.

Les résultats obtenus de l'analyse des données recueillies auprès de l'équipe projet combinés à la revue de la littérature permettent de dire que les objectifs du projet s'alignent à l'**objectif 5 de la stratégie Sahel qui est de « Créer les conditions pour la réussite d'un règlement politique du conflit au Mali inclusif »**. En effet, les dialogues communautaires et les ateliers conjoints impliquant les leaders communautaires/religieux, les représentants de la société civile et les mouvements signataires de l'Accord pour la Paix ont permis de faciliter les échanges sur les conflits existants, mais aussi de discuter des contributions de chacun des groupes au processus de stabilisation en cours.

Alignement du projet avec les instrumentaux régionaux sur la sécurité et la stabilité

Au plan régional, les objectifs du projet s'alignent avec certains objectifs qui figurent dans le Cadre d'Actions Prioritaires Intégré du G5 sahel⁴ (*le retour de l'État et des services régaliens dans les zones touchées par l'insécurité ; l'amélioration de la cohésion sociale et une baisse des inégalités spatiales et sociales ; le réinvestissement dans les secteurs de soutien à l'économie et la création d'emplois permettant d'offrir de nouvelles opportunités économiques aux populations notamment les jeunes et les actifs; le développement des capacités de résilience des populations face aux vulnérabilités créées par l'insécurité, les changements climatiques et les crises sociales; une amélioration de l'offre d'infrastructures économiques, marchandes, sociale et des services de proximité dans les zones d'intervention ; la promotion du dialogue sociale, de la coopération entre les acteurs et de la réconciliation ; le renforcement de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption*).

Les objectifs du projet s'alignent également avec l'axe 7 du plan d'Actions Prioritaires (2020-2024)⁵ pour éradiquer le terrorisme dans l'espace CEDEAO: **« La promotion de la communication, du dialogue intercommunautaire et la prévention de l'extrémisme violent. »**

Au niveau africain et mondial, le projet s'aligne à l'aspiration 4 **« Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité »** de l'Agenda 2063⁶ de l'Union Africaine et à l'**objectif 16** des Objectifs de Développement Durable⁷ **« Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, permettre un accès à la justice pour tous et bâtir des institutions efficaces, redevables et inclusives à tous les niveaux. »**

Prise en compte des perspectives de sécurité, de stabilité et de paix dans les programmes radiophoniques produits et diffusés dans le cadre du projet.

Les médias sont un outil utilisé par Search dans la mise en œuvre de ses projets. Ils permettent de toucher les masses et contribuent considérablement aux changements d'attitudes et de comportements au sein des populations.

⁴ [Cadre d'Actions Prioritaires Intégré G5 Sahel \(p. 17-18\)](#)

⁵ [Plan d'actions prioritaires pour éradiquer le terrorisme dans l'espace CEDEAO 2020-2024 \(p.6\)](#)

⁶ [Agenda 2063 de l'Union Africaine \(p.7-8\)](#)

⁷ [Les 17 Objectifs de Développement Durable](#)

De l'avis de l'équipe du projet, le projet a réalisé des magazines d'information pour sensibiliser les acteurs impliqués dans le processus de la paix à Kidal et les représentants des communautés sur la collaboration des forces de défense (BATFAR) à Kidal, la valorisation des mécanismes traditionnels de règlement de conflits et la nécessité de rétablir la confiance et collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les autorités civiles.

Les populations dans les communautés semblent connaître les programmes radio puisqu'elles soutiennent que les messages radiophoniques, dans le cadre de ce projet, sont conçus sur la base des besoins et priorités de paix identifiés lors des études (diagnostic, Baseline, conflit scan). Elles perçoivent ces programmes radios comme étant d'une grande aide dans la sensibilisation des masses sur le processus de paix et de stabilisation sociale. En d'autres termes, ces programmes constituent un vecteur de changement d'attitudes et de comportements favorisant la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble à travers le renforcement de la confiance et de la collaboration entre les acteurs. Ce témoignage d'un **ambassadeur de paix** de la commune d'Aneff est illustratif : « *Les messages radiophoniques sont un élément essentiel pour induire un changement de comportement et surtout de perception sur l'entente, la confiance, et l'apaisement des tensions sur le plan sécuritaire . J'ai constaté que les communautés ont beaucoup apprécié ces messages car, ils ont fait comprendre aux gens l'importance de liens que tissent les rencontres, les activités collectives.* »

En effet, les thèmes, traités lors des tables rondes et les magazines produits et diffusés sur la seule radio "Tisdas" de Kidal dont la portée géographique a été augmentée pour couvrir l'ensemble du cercle, tournaient autour de l'impact des rencontres inter communautaires dans la recherche d'une paix durable, la place et les rôles des jeunes et des femmes dans le processus de paix et de réconciliation à Kidal et les actions prioritaires à mener pour un retour de la paix. En outre, à travers des messages les communautés ont été informés et sensibilisés sur le bien-fondé de la présence du BATFAR qui est une composante de la mise en oeuvre de l'accord d'Alger et de la nécessité pour les communautés de comprendre sa composition et le rôle qu'il doit jouer dans la sécurisation du cercle. Ces actions de sensibilisation ont permis de dissiper des incompréhensions auprès d'une bonne partie de la communauté qui ne verrait plus la présence de ce bataillon d'un mauvais œil. Cependant, l'aspect politique de l'accord demeure un facteur de blocage pour le déploiement du BATFAR à travers le cercle tant que la question de DDR reste en suspens.

Concernant l'inclusion des jeunes et des femmes, des efforts ont été faits parce qu'ils sont présents dans tous les organes de prise de décisions et ont participé pleinement aux dialogues communautaires et à l'ensemble du processus d'identification et de validation des infrastructures communautaires.

3.2. Efficacité

Analyse des activités réalisées

Il ressort de l’analyse documentaire que la totalité des activités programmées ont été mises en œuvre avec un niveau d’atteinte très satisfaisant. Cette situation est résumée dans le tableau récapitulatif ci-après :

Tableau 3 : Niveau de réalisation des activités

| ACTIVITES | CIBLES PRÉVUES | RÉALISATION | % RÉALISATION |
|--|----------------|-------------|---------------|
| Activités préliminaires | | | |
| A0.1. Réunion de cadrage stratégique | 01 | 01 | 100% |
| A0.2. Mission d’identification des principales parties prenantes à Kidal | 01 | 01 | 100% |
| A0.3. Étude de base | 01 | 01 | 100% |
| A0.4. Scan du/des conflit(s) | 02 | 02 | 100% |
| R.1.1 Les membres des communautés ont l’opportunité d’exprimer leurs attentes vis-à-vis du processus de stabilisation | | | |
| A1.1.1. Identification d’Ambassadeurs de Paix représentant les différents groupes et clivages des cercles de Kidal | 01 | 01 | 100% |
| A1.1.2. Formation des Ambassadeurs de Paix à l’approche Common Ground et aux techniques de facilitation de discussions communautaires (incluant les jeunes et les femmes) | 03 | 03 | 100% |
| A1.1.3 Dialogues communautaires sur le déploiement des bataillons de l’armée reconstituée par les Ambassadeurs de Paix. Les éléments recueillis lors de ces consultations seront restitués par les Ambassadeurs de Paix aux principales parties prenantes au cour d’un atelier conjoint de restitution. | 15 | 15 | 100% |
| R.1.2 Les leaders communautaires et autres acteurs influents ont des espaces de dialogue et développent une vision commune des priorités pour la construction de la paix | | | |
| A1.2.1 Ateliers conjoints stratégiques au niveau communal et national. | 03 | 03 | 100% |
| A1.2.2. Activités conjointes de solidarité BAFAR/communautés. | 18 | 18 | 100% |
| R.1.3 Les communautés ont accès à des informations fiables et de qualité relatives au déploiement des bataillons de l’armée reconstituée | | | |
| A1.3.1. Activités de sensibilisation communautaire sur le processus de déploiement des bataillons de l’armée reconstituée. | 30 | 30 | 100% |
| A1.3.1. a- Grins informels des jeunes autour du thé | | | |
| A1.3.1. b- Tribune d’Expression Populaire (TEP) | 08 | 08 | 100% |

| ACTIVITES | CIBLES PRÉVUES | RÉALISATION | % RÉALISATION |
|---|----------------|-----------------|---------------|
| A1.3.2. Tables rondes inclusives retransmises sur les ondes des radios de Kidal | 32 | 32 | 100% |
| A1.3.3. Magazine radio-fiction Nedew Ashika relatant le parcours de jeunes de la région de Kidal qui sont à la fois témoins et acteurs de la situation dans la région. | 26 | 26 | 100% |
| R.2.1. Les forces armées reconstituées disposent des connaissances et des outils nécessaires pour adopter des comportements positifs favorisant le rapprochement et la collaboration avec les communautés | | | |
| A2.1.1. Formations de formateurs sur l'approche Common Ground, la communication positive et la protection des civils | 02 | 02 | 100% |
| A2.1.2. Restitutions mensuelles auprès des pairs | 12 | 12 | 100% |
| R.3.1. Les leaders communautaires et autres acteurs influents collaborent avec les autorités (civiles et coutumières) et les forces armées reconstituées pour la planification et la mise en œuvre de projets à impact rapide | | | |
| A3.1.1 Ateliers de planification conjointe pour développer des plans d'action pour la sécurité, la cohésion sociale et la résilience communautaire | 03 | 03 | 100% |
| A3.1.2. Projets collaboratifs | 22 | 22 | 100% |
| R3.2. Les communautés participent activement au suivi-évaluation des projets mis en œuvre et reconnaissent l'impact positif de la collaboration entre tous les acteurs | | | |
| A3.2.1. Développement de mécanismes de suivi et de redevabilité qui contribuent au renforcement de la cohésion verticale et horizontale | 12 | 19 ⁸ | 158% |
| R.4.1 Le Gouvernorat de Kidal a des capacités logistiques renforcées lui permettant d'exercer ses fonctions | | | |
| A4.1.1 Achat et distribution de mobiliers et matériel informatique | 01 | 01 | 100% |

Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités a été plus efficace dans certaines zones du projet que d'autres ? Si oui, quels sont les facteurs ayant amélioré l'efficacité/ freiné l'efficacité?

Résultats atteints/changements qualitatifs apportés par le projet dans les différentes zones/communes d'intervention

⁸ 19 dialogues communautaires ont été organisés par l'équipe projet pour s'assurer de la satisfaction par rapport aux besoins et de l'engagement des communautés à prendre soin des infrastructures à participer activement au bon fonctionnement des infrastructures pour la cohésion sociale. Ces dialogues auraient été sanctionnés par la mise en place de 19 comités composés de 5 personnes par comité. A ce niveau l'équipe projet n'a pas fourni les preuves (PV) qui attestent cela.

Le projet a apporté des changements qualitatifs significatifs, notamment en matière de renforcement de la collaboration entre les acteurs d'une part et l'amélioration de la confiance entre les communautés d'autre part, à travers l'organisation de dialogues communautaires et la réalisation de projets communautaires.

Selon les Ambassadeurs de Paix, le projet a apporté un changement positif dans les relations entre les populations, les unes vis-à-vis des autres, à travers des projets communautaires réalisés et les différentes rencontres organisées avec des communautés. Cela ressort dans un entretien avec l'un d'eux ces propos, « *Grâce aux activités du projet comme les journées d'assainissement et les projets communautaires, ont permis aux différentes couches de la population de travailler en parfaite collaboration, de créer des liens de confiance et d'oublier leurs différends* ».

Selon plusieurs interlocuteurs, les interventions du projet ont également permis l'acceptation du BATFAR par les populations, à travers des activités de solidarités et des séances de sensibilisation réalisées sur la mission et les objectifs du BATFAR. Cela est confirmé par les propos d'un élément BATFAR de Kidal, « *La population n'était pas au courant des objectifs du BATFAR, mais à travers des séances de formation et de sensibilisation, la communauté a pris connaissance des objectifs du BATFAR* ».

Selon les membres de l'équipe de projet qui ont été rencontrés, les principaux résultats apportés par le projet sont : le retour progressif de la confiance entre les communautés ; l'acceptation du BATFAR par les communautés et le rapprochement entre les communautés et le BATFAR.

A ce propos, un membre de l'équipe du projet affirme, "*Les dialogues communautaires ont permis aux communautés de s'exprimer sur les aspects liés à la paix. Les infrastructures ont été également d'un apport inestimable en matière de la réduction des conflits en lien avec l'eau* "

Un autre résultat évoqué par les acteurs rencontrés en termes de changement qualitatif est le rapprochement des populations autour des projets d'intérêts communs, à travers la réalisation des infrastructures dans les communes conformément aux besoins exprimés par les communautés lors des ateliers de planification. Ces projets communautaires ont été un facteur de cohésion sociale et de rapprochement de la population.

Degré de satisfaction des cibles par rapport aux actions du projet dont elles ont bénéficiées

Globalement, les communautés et l'ensemble des acteurs ont affirmé être satisfaits des actions du projet. Cela a été justifié par le fait que les activités du projet sont adaptées au contexte social de la zone et prennent en compte les attentes de la population, en ce qui concerne l'éducation, l'accès à l'eau et la tenue de dialogues communautaires. Un autre motif de satisfaction vient du fait que le projet a permis un rapprochement entre les différentes parties prenantes. Ce discours d'un leader communautaire de la commune d'Anefif confirme cela, "*Je suis très satisfait car nous constatons une amélioration positive dans les relations sociales et sur le plan sécuritaire. Les populations locales collaborent bien avec les services de l'État présents et les différents groupes cohabitent bien entre eux.*"

Les communautés bénéficiaires rencontrées lors des discussions en focus group justifient leur satisfaction par le fait que les interventions du projet ont permis de créer un lien

de collaboration avec la population et le BATFAR. En effet, il est ressorti des discussions en focus groupe que les différentes activités de rapprochement à savoir : les journées de sensibilisation et de salubrité, ont contribué au rapprochement entre les populations et les éléments du bataillon.

La réalisation des infrastructures a aussi permis un rapprochement des communautés autour des activités d'intérêts communs et de mener des activités économiques. De l'avis de plusieurs personnes dans les communautés, cela constitue un facteur de cohésion sociale.

Coordination de la mise en œuvre

Contribution des différentes parties prenantes à la réussite de la mise en œuvre des activités

Il ressort de l'analyse des données collectées que toutes les parties prenantes ont contribué à la réussite du projet. Des leaders communautaires aux jeunes en passant par les femmes, chacun des acteurs a joué un rôle prépondérant dans la réussite de ce projet.

Par exemple, les leaders communautaires et religieux ont pleinement participé aux dialogues communautaires. Les leaders communautaires ont également joué un rôle d'intermédiaire, en facilitant la mise en contact du projet avec les groupes cibles, ainsi que la mobilisation communautaire. *« Les leaders communautaires du cercle de Kidal ont beaucoup contribué à la réussite de la mise en œuvre du projet. C'est eux qui ont permis les premiers contacts entre les parties prenantes et ont facilité les échanges entre les parties ».* (Focus group leaders communautaires Kidal).

Les différentes couches de la communauté, notamment les jeunes et les femmes ont participé aux travaux pour la réalisation d'infrastructures communautaires. D'où ce témoignage d'une participante aux discussions focus group femme à Anefif, *« Les communautés ont donné leur temps, leur présence pour aider dans les activités du projet. Elles ont surtout contribué dans les travaux de réalisation du château ».*

Les communautés bénéficiaires ont également mis en place des comités de gestion et de suivi des infrastructures réalisées dans le cadre des projets communautaires. Par ailleurs, les jeunes avec l'appui des Ambassadeurs de Paix ont fortement contribué à la sensibilisation sur la paix et l'appropriation de l'accord pour la paix et la réconciliation par les communautés à travers, notamment des « grins ». Les jeunes et les éléments du BATFAR ont également contribué à la mise en œuvre du projet au travers des projets collaboratifs comme les activités de don de sang, les journées de salubrité et les matchs de football, en vue de faciliter le rapprochement entre le bataillon et la population.

Plusieurs interlocuteurs ont également mis l'accent sur le rôle crucial joué par les Ambassadeurs de Paix dans la mise en œuvre du projet, à l'image de ce discours d'un Ambassadeur de Paix, *« Les ambassadeurs de paix ont été les piliers de la réussite du projet en sensibilisant les communautés sur l'importance du vivre-ensemble et du pardon mutuel pour construire une paix durable. Ces sensibilisations ont permis d'avoir une population motivée et engagée tout au long des étapes du projet ».* Ambassadeur de Paix Anefif. Cet autre discours d'un élément du BATFAR confirme ce rôle crucial

des Ambassadeurs de Paix, « *Ce projet a été une réussite grâce aux ambassadeurs de paix* ». (Élément BATFAR Kidal)

Collaboration entre Search et ses partenaires

Depuis le début de sa mise en œuvre, le projet a réussi à mettre ensemble les acteurs impliqués dans le processus de mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation à travers l'atelier de cadrage du projet et l'atelier stratégique. Ces ateliers ont enregistré la participation de la CMA, la plateforme, la CMI, le Ministère de la réconciliation, le Ministère de la jeunesse, le Ministère de l'agriculture, la MINUSMA, l'Amenokal de Kidal et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre de l'accord.

Selon des staffs du projet, des initiatives de recherche de synergie existent et passent par la recherche des solutions idoines aux maux dont souffrent les communautés, le partage d'expérience et de bonnes pratiques entre les différentes actions des partenaires et le projet Nedew Ashika. Les partenaires étaient invités à participer aux activités réalisées par Search. Les échanges entre partenaires et Search se faisaient aussi à travers des réunions. Aussi, les partenaires impliquent Search dans la décision et la revue des TDR pour la mise en œuvre des activités qu'ils réalisent dans le cadre du projet.

Le projet a plusieurs acquis en matière de facilitation de dialogue entre les communautés, avec notamment l'organisation de tables-rondes au cours desquelles des consensus sont dégagés afin de rétablir la confiance entre les populations, mais aussi avec les autorités administratives et les mouvements signataires.

Par ailleurs, le projet a établi des dialogues entre le BATFAR et les autres groupes présents à Kidal, à travers des rencontres ou échanges sur la sécurisation de la population et leurs biens, l'Accord pour la paix et la réconciliation d'Alger et l'objectif de l'armée reconstituée.

Des données recueillies auprès du staff de Search et de partenaires de mise en œuvre, les principaux défis rencontrés dans le partenariat sont :

- Le manque de communication et partage d'information sur les activités ;
Les retards dans la soumission des différents rapports d'étapes narratifs et financiers ;
- La faible qualité des rapports soumis par des partenaires ;
- Le non- respect des procédures administratives ;
- L'absence de rencontres régulières entre Search et les partenaires de mise en œuvre.

Les effets négatifs de ces défis rencontrés dans le partenariat entre SEARCH et ses partenaires étaient le retard dans l'acquisition des fonds et le vide créé autour des communautés.

En effet, les retards accusés dans l'envoi du rapport au bailleur et la liquidation des avances ont entraîné l'acquisition tardive des fonds par les partenaires pour la mise en œuvre des activités. Face à ces défis, des sessions de renforcement des capacités du personnel ont été initiées.

Existence d'un cadre de recherche de synergie avec d'autres organisations et exemples de synergie

Pour l'équipe de mise en œuvre, un cadre de recherche de synergie entre le projet et d'autres organisations a été établi et renforcé pour combler les maux dont souffrent les communautés. Search participe aux réunions de sécurité et celles des organisations opérant à Kidal. Search participe également aux différents clusters en fonction des thématiques. Pour les membres du staff du projet, les exemples à capitaliser avec d'autres organisations sont la communication et la coordination de l'action humanitaire dans l'accueil et l'installation des personnes déplacées (eau, nourriture, soins, abris, éducation).

Cependant, on peut conclure que dans le cadre de ce projet, les efforts de recherche de synergie ne sont pas assez visibles et ne se reflètent pas dans les données recueillies. Il ressort de l'analyse des données recueillies qu'il y a d'autres projets réalisés dans la zone d'intervention du projet Nedew Ashika qui œuvrent pour le retour des services de base, la cohésion sociale et la construction de la paix, mais le constat est que peu d'efforts sont faits par le projet Nedew Ashika pour établir une véritable synergie avec ces acteurs. Des entretiens avec le staff et la revue de document, il ne ressort aucune action concrète de synergie avec les autres intervenants de la zone. En plus, les acteurs locaux rencontrés ne semblent pas savoir s'il y a une synergie ou une complémentarité entre les actions de ce projet d'autres projets.

Facteurs positifs ou négatifs ayant contribué à l'atteinte des résultats ou non

Facteurs ayant favorisé l'atteinte de résultats dans les différentes zones/communes d'intervention du projet

La disponibilité et la motivation des communautés ont été des facteurs ayant aidé à la stabilisation et à la paix entre les différentes parties. La réalisation de projets communautaires (points d'eau, salles de classes, etc.) a également favorisé le changement de comportement de la population.

Pour les membres de l'équipe du projet, la tenue de dialogues communautaires et la réalisation des infrastructures communautaires constituent des facteurs de réussite du projet. L'adhésion des différents acteurs, la participation inclusive des communautés et le recrutement local constituent également des facteurs de réussite. A cet égard, un membre de l'équipe du projet dira, « *L'approche participative et inclusive du projet, ainsi que la sensibilité au conflit ont été déterminant dans la mise en œuvre de toutes les activités. Ces approches ont guidé le projet dans tout son cycle et ont été des facteurs clés de l'atteinte des résultats* »

La mise en œuvre d'activités qui rassemblent les communautés autour des projets communs a été un facteur important pour l'appropriation et l'engagement des communautés et l'adhésion des acteurs. Cela a beaucoup favorisé l'atteinte des résultats du projet.

Facteurs ayant entravé l'atteinte de résultats dans les différentes zones/communes d'intervention du projet

Les facteurs ayant entravé l'atteinte des résultats sont : la lenteur dans l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation d'Alger; l'insécurité dans la zone; l'absence de l'État; l'expansion des groupes armés.

En effet, la lenteur dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation d'Alger accentue la réticence de la population vis-à-vis du processus de DDR et par ricochet le rejet du BATFAR qui constitue l'élément central de ce processus. Cela constitue alors un frein à la restauration de la confiance de la population vis-à-vis des éléments BATFAR.

Par ailleurs, l'absence de l'Etat dans des localités crée un sentiment d'abandon de la population par l'Etat en ce qui concerne non seulement la fourniture des services sociaux de base, mais aussi la garantie de la sécurité par l'Etat. Cela entraîne le rejet par la population de toute initiative impliquant les services de l'Administration et de l'armée, entravant ainsi les efforts de restauration de la confiance entre les acteurs.

Un autre obstacle entravant l'atteinte des résultats est le manque de proactivité des partenaires. Cela s'explique par le fait que les équipes de mise en œuvre du projet au niveau des partenaires ne prenaient pas beaucoup d'initiatives dans l'exécution des activités. Ces initiatives étant le plus souvent attendues de la direction des ONG qui n'est pas forcément impliquée dans la mise en œuvre quotidienne des activités, ce qui entraîne des lenteurs dans l'exécution des activités. Comme le témoigne le discours d'un membre de l'équipe du projet, *« la non proactivité des ONG partenaires s'explique par le fait que les chefs de projet recrutés n'avaient pas totalement la main, ils étaient fortement liés aux présidents des Organisations qui devaient répondre à toutes les sollicitations »*.

Le contexte sociopolitique du pays constitue également l'une des principales contraintes liées à la mise en œuvre du projet. En effet, la situation politique a souvent entraîné des perturbations dans la mise en œuvre du projet, avec le report de certaines activités.

Mesures d'atténuation des défis sécuritaires

Le projet a pris en compte des défis sécuritaires à travers la collecte d'informations sécuritaires dans chaque zone d'intervention. Cela a été facilité par le fait que l'équipe du projet est constituée de natifs de la zone qui ont une bonne maîtrise du contexte sécuritaire.

Par ailleurs, une évaluation sécuritaire et un monitoring des incidences ont été régulièrement faits par l'équipe du projet.

L'implication des bénéficiaires et des personnes ressources clés à toutes les étapes du projet, a permis aussi de réduire les risques sécuritaires. En outre, le recrutement du personnel local maîtrisant le contexte, ainsi que l'analyse sécuritaire continue ont constitué des mesures de mitigation. La prise en compte de la sensibilité au conflit par le projet, suite aux différents conflits scan a constitué également de mesure d'atténuation des risques pour les participants.

Niveau de réalisation des indicateurs

Au regard des chiffres du tableau, nous constatons globalement un niveau d'atteinte satisfaisant des résultats attendus, avec même des dépassements de la cible finale pour certains indicateurs (R1.1. et R1.2). Cependant, aucune avancée n'a été presque constatée en ce qui concerne l'implication des communautés au suivi-évaluation des projets. Par ailleurs, on remarque un taux d'atteinte relativement faible des objectifs spécifiques, notamment les objectifs 2 et 3, dont les

taux de réalisation sont respectivement de 50% et 34%. En ce qui concerne l'objectif global, la valeur cible de l'indicateur est largement dépassée, avec un taux de réalisation de 123%.

Autre constat non négligeable, la régression des indicateurs liés aux OS1 (51% à 47%) et OS2 (38% à 25%) par rapport à la baseline. Cela ne remet pas en cause les performances du projet qui sont palpables, mais interroge sur la méthode de calcul utilisée lors de la baseline pour calculer les indicateurs concernés ou la compréhension questions liées à ceux-ci par les équipes de collecte et la manière dont elles ont été interprétées et posées en langue locale tamasheq. Le taux élevé de réponses biaisées serait un facteur ayant permis d'atteindre des chiffres décalés de la réalité.

Cela pose la question sur la logique d'intervention du projet, notamment la nature des relations de causes à effets entre les différents niveaux de la chaîne de résultats. On peut aussi se poser la question de la validité des indicateurs, notamment au niveau des objectifs spécifiques.

En effet la logique étant que les résultats attendus contribuent aux objectifs qui à leur tours contribuent à l'objectif général. Or, les chiffres du tableau nous indiquent que la bonne progression des indicateurs de résultats attendus n'est pas reflétée au niveau des objectifs spécifiques. En outre, le taux réalisation de la cible pour l'objectif global n'est pas sous-tendu par les résultats atteints dans les objectifs spécifiques.

Tableau 3 : Niveau d'atteinte des indicateurs

| Chaîne de résultats | Indicateurs | Baseline | Atteint | Cible | % Réalisation |
|---|---|----------|---|-------|---------------|
| Contribuer à la stabilisation de la région de Kidal | Proportion de la population de la région de Kidal visée par l'action qui considère que les acteurs clés locaux (autorités civiles, coutumières, sécuritaires) jouent un rôle actif dans la stabilisation de leur communauté, désagrégée par sexe et âge | 59% | 86% 18-35 ans: 86% 36 ans et plus: 86% Féminin: 83% Masculin: 87% | 70% | 123% |
| OS.1. Mobiliser l'ensemble des groupes représentatifs de Kidal dans un processus de dialogue visant à créer un consensus sur les priorités pour la construction de la paix | Proportion des participants impliqués dans le processus de dialogue qui déclarent que leurs priorités pour la construction de la paix sont prises en compte, désagrégés par affiliation et sexe | 51% | 47% 18-35 ans: 41% 36 ans et plus: 53% Féminin: 41% Masculin: 51% | 60% | 78% |
| OS.2. Améliorer la capacité du BAFAR à protéger les populations civiles et respecter les droits de l'homme | Proportion de la population de la région de Kidal visée par l'action qui se déclarent satisfaite du niveau de respect des populations/des DDH démontré par les membres du BAFAR lors de leurs interactions avec la population, désagrégée par sexe et âge | 38% | 25% 18-35 ans: 26% 36 ans et plus: 25% Féminin: 24% Masculin: 25% | 50% | 50% |

| Chaîne de résultats | Indicateurs | Baseline | Atteint | Cible | % Réalisation |
|--|---|---|---|-------|---------------|
| OS.3. Renforcer la confiance, la redevabilité et la collaboration entre populations, autorités et BAFAR | Proportion de la population de la région de Kidal visée par l'action qui considère que les projets communautaires ont accru la redevabilité (e.g. prise en compte de leurs besoins, communication avec les autorités, etc.) dans leur communauté désagrégée par sexe et âge | 10% | 17% 18-35 ans: 16% 36 ans et plus: 17% Féminin: 15% Masculin: 18% | 50% | 34% |
| OS.4. Renforcer les capacités logistiques du bureau du Gouverneur de Kidal | Accroissement de la quantité de mobiliers et de matériel informatique disponibles pour le bureau du Gouverneur de Kidal | Le projet a doté le gouvernorat de la région de Kidal de matériels informatiques et bureautiques. | | | |
| R.1.1 Les membres des communautés ont l'opportunité d'exprimer leurs attentes vis-à-vis du processus de stabilisation | Proportion de la population de la région de Kidal visée par l'action qui déclare avoir des opportunités d'exprimer auprès des acteurs clé leurs attentes vis-à-vis du processus de stabilisation, désagrégée par sexe et âge | 59% | 81% 18-35 ans: 79% 36 ans et plus: 83% Féminin: 80% Masculin: 82% | 70% | 116% |
| R.1.2 Les leaders communautaires et autres acteurs influents ont des espaces de dialogue et développent une vision commune des priorités pour la construction de la paix | Proportion de leaders communautaires et autres acteurs influents qui déclarent avoir accès à des espaces de dialogue constructifs sur les priorités pour la construction de la paix, désagrégés par affiliation et sexe | 73% | 100% | 85% | 118% |
| R.1.3 Les communautés ont accès à des informations fiables et de qualité relatives au déploiement des bataillons de l'armée reconstituée | Proportion de la population de la région de Kidal visée par le projet qui se déclare informée adéquatement sur le déploiement du BAFAR, désagrégée par sexe et âge | 55% | 60% 18-35 ans: 53% 36 ans et plus: 66% Féminin: 54% Masculin: 62% | 70% | 86% |
| R.2.1. Les forces armées reconstituées disposent des connaissances et des outils nécessaires pour adopter des comportements positifs favorisant le rapprochement et la collaboration avec les communautés | Proportion des membres du BAFAR ciblés qui démontrent une hausse de leurs connaissances relatives à leur mandat de protection | 40% | 53% | 60% | 88% |
| R.3.1. Les leaders communautaires et autres acteurs influents collaborent avec les autorités (civiles et coutumières) et les forces armées reconstituées pour la planification et la mise en | Nombre de feuilles de route identifiant des projets conjoints développées conjointement par les leaders communautaires, autres acteurs influents, autorités et forces armées reconstituées | 0 | 3 | 3 | 100% |

| Chaîne de résultats | Indicateurs | Baseline | Atteint | Cible | % Réalisation |
|---|---|----------|---|-------|---------------|
| œuvre de projets à impact rapide | | | | | |
| R3.2. Les communautés participent activement au suivi-évaluation des projets mis en œuvre et reconnaissent l'impact positif de la collaboration entre tous les acteurs | Nombre d'indicateurs de suivi conjointement développés mettant en avant la pertinence des projets appuyés | 0 | 0 | | 0% |
| R.4.1 Le Gouvernorat de Kidal a des capacités logistiques renforcées lui permettant d'exercer ses fonctions | Nombre et type de nouveaux équipements pertinents utilisables par les équipes du bureau du Gouvernorat | 0 | Matériels informatiques : 44 ⁹ Matériels bureautiques : 348 ¹⁰ | | |

3.3. Effets du projet

Aux termes de la période de 18 mois de mise en œuvre, le projet visait la stabilisation du cercle de Kidal à travers la mobilisation des acteurs du processus de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, ainsi que l'amélioration de la confiance entre la population et le BATFAR.

Le projet n'a pas réussi à atteindre cet objectif global, mais a permis aux acteurs de discuter autour de l'Accord pour la paix et la réconciliation afin de donner l'opportunité aux uns et aux autres de s'exprimer.

En effet, la signature en 2015 d'un Accord pour la Paix et la Réconciliation a marqué le départ d'un long processus pour la restauration de la paix et la réconciliation. Cependant, la mise en œuvre de cet accord fait face aujourd'hui à de nombreuses frustrations et défis. Ceci entre autres par un manque d'inclusivité et de participation des populations concernées dans la mise en place du Mécanisme Opérationnel Conjoint (MOC), pilier de l'Accord, dans la gestion de la sécurité et la mise en place du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR).

Il existe donc aujourd'hui un réel déficit de confiance entre l'instrument principal du MOC, à savoir les BATFAR et les populations à cause, entre autres, de l'insuffisance de communication et du manque d'inclusivité dans le processus. Les principaux groupes armés engagés dans l'Accord pour la Paix et l'Etat ne se font pas toujours confiance et le processus de DDR se heurte à des obstacles importants. Le désarmement des groupes signataires de l'Accord pour la paix et l'intégration de leurs anciens combattants au sein du BATFAR n'est toujours pas à hauteur des engagements annoncés.

⁹ 9 Ordinateurs bureautiques ; 9 Ordinateurs portables ; 8 Imprimantes ; 8 Photocopieuses ; 9 Mini onduleurs ; 1 Projecteur

¹⁰ 8 Chaises demi ministre, 54 Chaises visiteurs, 9 Tables bureau avec retour, 13 Armoires métalliques 2 battants, 200 Chaise nylon, 1 Table de conférence, 16 Cartouche d'encre pour photocopieuse canon 2202ir, 16 Cartouche d'encre pour imprimante HP M231, 1 Sonorisation salle de réunion, 10 Lits pliants pour poste de garde, 10 Petits matelas, 10 Moustiquaires

La région de Kidal, où ont été redéployées les autorités intérimaires en 2017, est toujours marquée par une faible présence des autorités gouvernementales et le manque de confiance de la population vis-à-vis de l'Etat. Cela est matérialisé par le rejet, par une partie de la population, des bataillons des forces armées reconstituées (BATFAR) à Kidal. Le premier bataillon de l'armée reconstituée, arrivé à Kidal en février 2020, est composé à part égales d'éléments de l'armée régulière, des groupes composant la plateforme et la CMA. Ce bataillon reste toujours cantonné au sein de leur camp, sans être opérationnel sur le terrain. Le fait que ce bataillon ne soit pas dirigé par un élément des groupes signataires qui est enfant du terroir a été un facteur ayant retardé le redéploiement du BATFAR sur l'ensemble du cercle ou du moins leur participation à la sécurisation des populations.

Les effets du projet sont analysés sous l'angle du Peace Impact Framework de Search au travers de trois thématiques du pilier 2, à savoir, la Polarisation collective, la violence physique et la légitimité institutionnelle. Ensuite, nous analyserons la contribution du projet à la promotion de l'égalité de genre et les effets imprévus.

Polarisation collective

Changements d'attitudes, perceptions, comportements entre les parties prenantes (communautés, BATFAR, autorités, mouvements signataires et services étatiques dans les zones du projet) grâce aux actions du projet

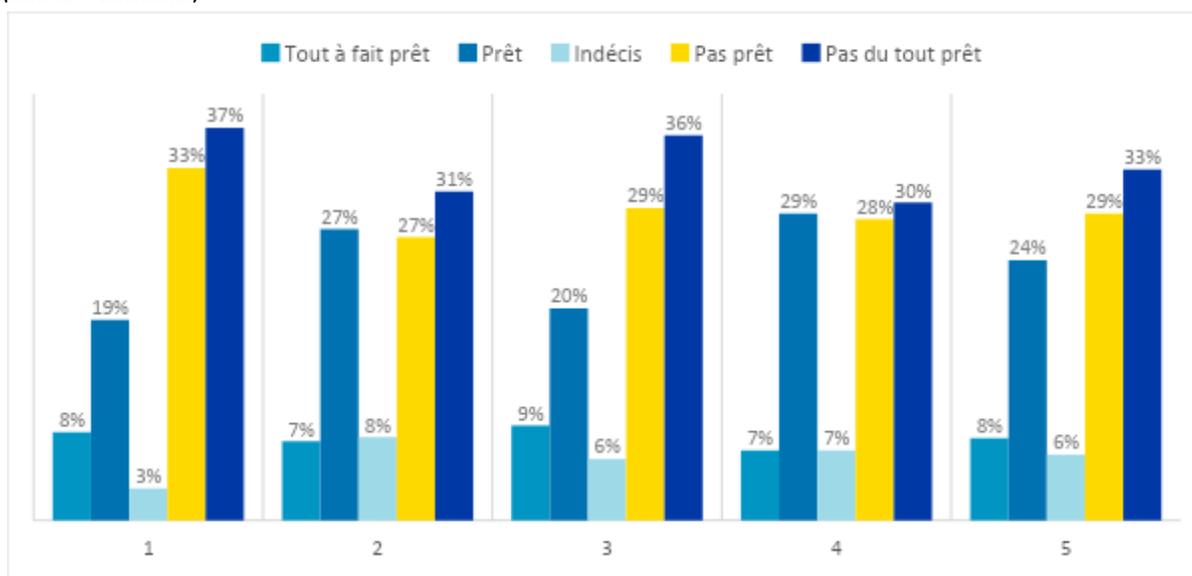
Le projet a apporté des changements qualitatifs significatifs, notamment en matière de renforcement de la collaboration entre les acteurs d'une part et l'amélioration de la confiance entre les communautés d'autre part, à travers l'organisation de dialogues communautaires et la réalisation de projets communautaires. Les acteurs rencontrés trouvent que les actions de sensibilisation et les dialogues réalisés par le projet ont permis un éveil de conscience sur l'importance de la paix et contribué au changement d'attitudes des populations et la réduction du sentiment de méfiance entre les parties.

Les actions de sensibilisation lors des activités de solidarité et médiatiques ont également favorisé un changement d'attitude des populations vis-à-vis du BATFAR. En effet, les communautés de Kidal estimaient que le BATFAR n'était pas assez représentatif et devait être dirigé par un natif de la région. Cette perception a entravé la participation du BATFAR à la sécurité de la zone. Mais les activités de solidarité (salubrité, don de sang, compétition de football) regroupant les communautés et les éléments du BATFAR ont permis de briser les barrières et de permettre aux communautés de savoir qu'il était composé des éléments des mouvements armés (plateforme et CMA) et des FAMA.

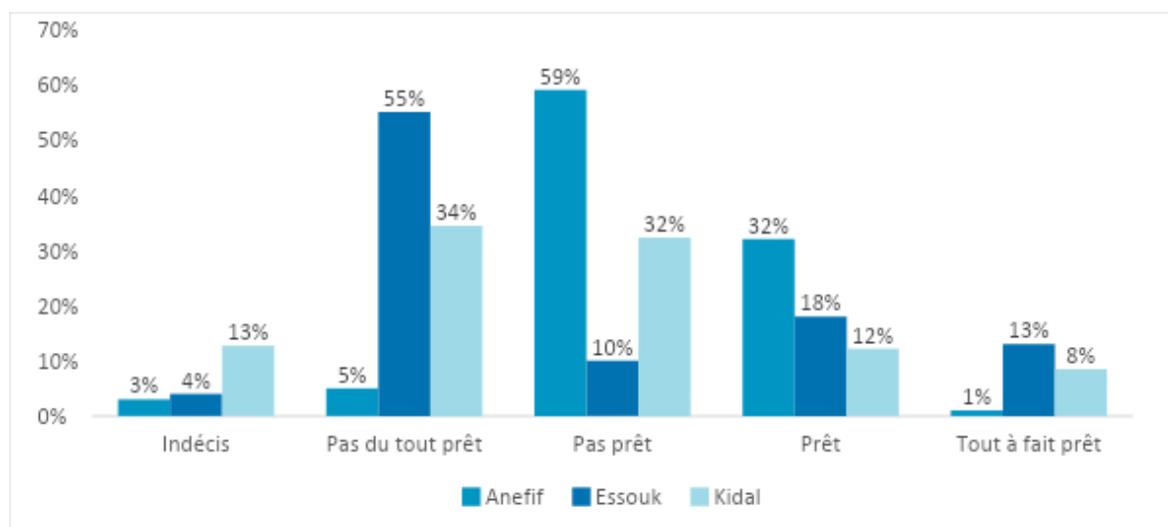
Par ailleurs, le projet a réalisé des activités permettant aux populations de se retrouver et de mener ensemble des actions visant à consolider les liens sociaux. En effet, la réalisation de projets communautaires a non seulement favorisé l'accès des populations aux services sociaux de base tels que la santé, l'éducation et l'eau potable, mais aussi renforcé la bonne collaboration entre les communautés et avec les autres acteurs.

Seulement un tiers des répondants, soit 32% se disent prêts (et tout à fait prêts) à accepter que le bataillon de l'armée reconstituée participe à leur sécurisation. Les hommes et les personnes de 36 ans et plus sont beaucoup dans la disposition à accepter que le BATFAR participe à leur sécurisation, par rapport aux plus jeunes. 34% des hommes et 36% des personnes de 36 ans et plus se disent prêts et tout à fait prêts à accepter que le BATFAR participe à leur sécurisation. Cette proportion est de 27% pour les femmes et 29% pour les 18-35 ans. Le niveau d'acceptation du BATFAR est quasiment identique dans les 3 communes, avec une proportion entre 31 et 32% de la population qui se dit prête à accepter le BATFAR.

Graphique 7 : Répartition de la population selon sa disposition à accepter que le bataillon de l'armée reconstituée participe à la sécurisation (dans les 3 communes)



Graphique 8 : Répartition de la population selon sa disposition à accepter que le bataillon de l'armée reconstituée participe à la sécurisation par commune



Ce faible taux pourrait s'expliquer par le fait que les populations sont enclines à collaborer avec le BAFTAR, mais pas au point qu'il participe à leur sécurisation sans qu'on aille vers la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix. Le processus de DDR est un élément important de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix, pour l'avènement de la paix et de la réconciliation au Mali, ainsi que la reconstitution de l'armée. Cependant, il existe toujours des attentes profondes envers le processus de DDR de la part des populations qui ne sont pas comblées. La plupart de la population de Kidal ne voit pas aujourd'hui, d'un bon œil la présence des FAMA parmi les éléments BATFAR.

Cela pourrait s'expliquer par l'insuffisance de communication et de compréhension sur le processus de DDR, engendrant un réel déficit de confiance sur la présence des FAMA dans les bataillons reconstitués. De plus, la faible présence de l'appareil d'État dans la région de Kidal, notamment les forces de défense et de sécurité, fait qu'il n'est pas vu comme un recours fiable pour la sécurisation de la population. Ainsi, l'échelle géographique et temporelle du projet n'est pas suffisante pour influencer significativement l'attitude et la confiance de la population vis-à-vis des FAMA en général et des éléments du BATFAR en particulier.

Obtenir le soutien de cette base communautaire sur le déploiement du BAFAR est donc une condition sine qua non de son opérationnalisation, et de l'avancée des négociations de plus haut niveau au sein du Comité de Suivi de l'Accord (CSA) et autres organes décisionnels pour le processus de Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR). Cela pourrait se faire dans un processus à plus grande échelle impliquant l'Etat et les acteurs impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, comme l'Union Européenne, la MISAHEL, l'Algérie, etc.

Changements d'attitudes et de perceptions des parties prenantes les unes envers les autres dans les zones du projet grâce aux activités communautaires, activités de solidarité, les projets communautaires (populations, BATFAR)

Les acteurs rencontrés, ainsi que les communautés sont unanimes sur le fait que les relations sont de bonne qualité entre les parties prenantes. Ce changement positif de perception s'explique par le fait que les communautés sont constamment concertées dans les décisions concernant la sécurité des localités. **90%** des répondants affirment que les acteurs clés (autorités administratives, locales, coutumières, CMA, Plateforme, Populations) ont organisé des dialogues pour discuter des priorités de la paix. Dans les communautés, **40%** des répondants affirment avoir été impliquées dans les actions susmentionnées.

Toutefois, il faut préciser que les différentes communautés se côtoient hors du spectre politique et du processus de paix. Cette dimension pourrait expliquer le sentiment largement exprimé de relation de qualité entre les différentes parties prenantes. Le contexte global actuel, qui se caractérise par la lenteur dans le processus de mise en œuvre de l'Accord pour la Paix, plutôt crée une situation de méfiance entre acteurs.

En effet, très peu de fonctionnaires de l'Etat ont rejoint leur lieu d'affectation dans le Nord, notamment dans la région de Kidal à cause des lenteurs dans le redéploiement des forces de défenses et de sécurité dans le cadre du DDR. Face à la faible présence de l'État, les populations font de plus en plus appel à des milices, des groupes d'autodéfense ou à des formes de justice traditionnelle, assez éloignés de l'appareil politique, excluant du coup les acteurs étatiques dans les relations. Les groupes armés signataires de l'Accord ont la particularité d'avoir une base communautaire solide et leurs leaders entretiennent des liens étroits avec les chefferies traditionnelles et n'hésitent pas à leur confier des responsabilités dans la gestion de la gouvernance locale, ce qui leur assure le soutien des communautés. Cette situation pourrait expliquer la perception positive des acteurs sur les relations entre eux (excluant les acteurs et forces armées maliennes qui ne sont pas présentes sur le terrain).

Violence physique

Perception des parties prenantes sur le niveau de violence physique

Malgré le faible niveau de confiance de la population envers les éléments du BATFAR (justifié par l'absence de ceux-ci à Anéfif et Essouk), la population a une bonne perception de la sécurité au niveau des différentes localités dans la mesure où **91%** des répondants affirment se sentir en sécurité lorsqu'ils se déplacent seuls à pied dans leur zone de résidence. Cette proportion est quasiment identique pour les femmes et les hommes. Par ailleurs, les personnes de 36 ans et plus ont un sentiment de sécurité plus élevé que les jeunes de 18-35 ans.

Ce fort sentiment de sécurité provient du fait que la population trouve que leur sécurité est assurée par les mouvements signataires présents sur le terrain, notamment la CMA et la plateforme, dont les éléments sont issus des communautés locales. Ce sont « des fils et des frères » qui les protègent.

Contribution des actions du projet y compris les acteurs (BAFTAR et autres...) à la réduction ou à l'augmentation de la violence physique dans les communes

La contribution du bataillon de l'armée reconstituée à la sécurisation des personnes est faiblement perçue au sein de la population. Cela s'explique en partie par l'absence de ce bataillon dans d'autres localités, en dehors de Kidal. En effet, beaucoup de personnes interrogées à Essouk et Anefif ont affirmé ne pas apercevoir, voire connaître les éléments du BATFAR. Les enquêtes auprès de la population font ressortir que seulement **29%** des répondants ont la perception que les éléments de l'armée reconstituée sont aptes (et très aptes) à assurer leur mission de sécurisation des personnes et de leurs biens, et 11% pensent qu'ils sont plus ou moins aptes.

Cela s'explique en grande partie par un manque de consensus politique autour du BATFAR et la lenteur dans l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation. Cela est confirmé par des éléments du Bataillon de l'armée reconstituée , « *Pour ce qui est de la sécurisation de la zone, l'armée reconstituée n'est toujours pas active même après l'implantation du projet. Car suite à des divergences entre les entités politiques l'armée vit cantonner dans le camp de Kidal* ». (Elément BATFAR Kidal).

Légitimité institutionnelle

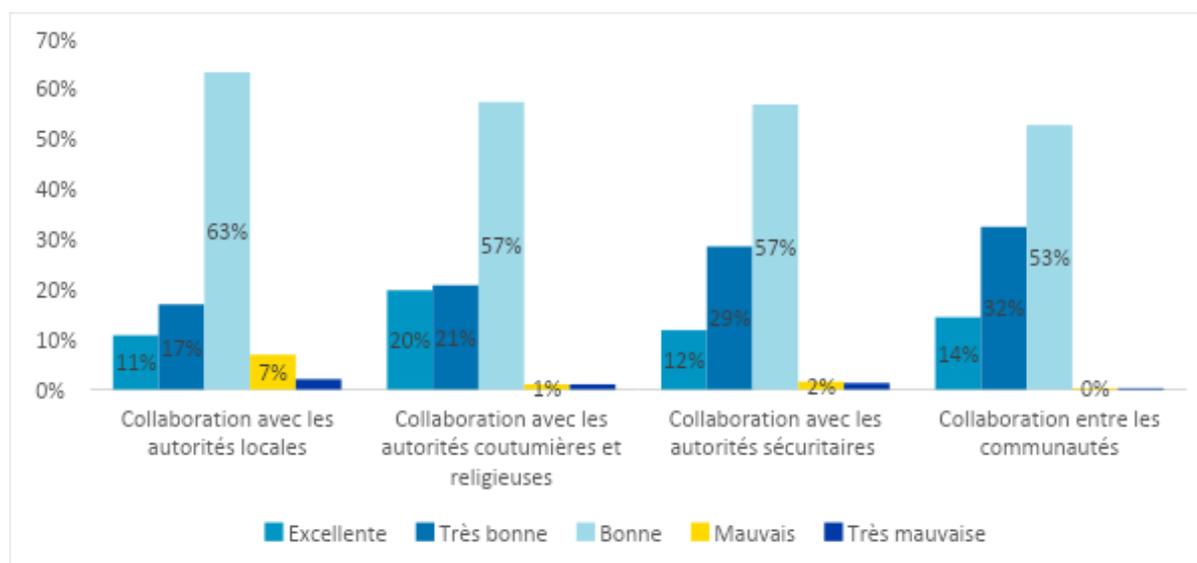
- La perception sur la collaboration entre les différents acteurs (Populations vs Autorités locales, Populations vs BAFTAR, BAFTAR vs Autorités locales) ;

De manière générale, les personnes interrogées dans le cadre de la présente évaluation ont une très bonne appréciation de la contribution du projet au changement positif de perception des acteurs et de l'amélioration de la collaboration avec les autorités locales. Cependant, beaucoup d'acteurs pensent que la restauration de la confiance avec les autorités dépend de l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation. En outre, l'absence des services techniques de l'Etat dans les domaines de l'éducation et de la santé dans plusieurs localités ne facilite pas l'accès aux services sociaux de base.

Il est ressorti des enquêtes individuelles (sondage) que les personnes enquêtées ont une bonne perception de leur collaboration avec les autorités locales (maires, autorités intérimaires, élus locaux), coutumières/religieuses et sécuritaires. En effet, respectivement 57% des répondants ont affirmé qu'il y a une bonne collaboration avec les autorités sécuritaires et coutumières/religieuses ; 63% ont la même perception sur les autorités locales (maires, autorités intérimaires, élus locaux).

Dans cette même logique, la collaboration est excellente et très bonne respectivement avec les autorités sécuritaires et coutumières/religieuses pour 41% des répondants ; avec les autorités locales (maires, autorités intérimaires, élus locaux) pour 28%, telle qu'illustrée dans le graphique ci-dessous.

Graphique 11 : Répartition de la population selon sa perception sur la collaboration entre les communautés et les acteurs



La moitié des répondants, soit 52%, trouvent que les préoccupations des populations sont totalement ou parfois prises en compte dans les décisions des autorités locales. Cette proportion est plus élevée pour les hommes et les personnes de 36 ans et plus, avec respectivement 59% et 57%. Dans une moindre mesure, la perception des femmes et des jeunes est positive par rapport à la prise en compte des préoccupations de la population par les autorités dans leurs décisions. En effet, 38% des femmes et 45% des jeunes de 18-35 ans pensent que les préoccupations des communautés sont prises en compte dans les décisions des autorités locales.

Selon les personnes enquêtées, les préoccupations sont prises en compte à travers :

- Les dialogues communautaires pour 49% ;
- Les concertations avec la population pour 42% ;
- Les restitutions communautaires pour 6%.

Plusieurs témoignages des personnes rencontrées ont confirmé que les dialogues ont contribué à la construction de la paix. A ce propos, un Ambassadeur de Paix de Kidal affirme, « *les dialogues ont changé la perception des communautés en matière de gestion des différends. Les gens se retrouvent pour parler ouvertement des problèmes qui les opposent et trouver des solutions pour les gérer à l'amiable* ».

Pour cet Ambassadeur de Paix, le projet a amené les communautés à comprendre que seul le dialogue est la solution efficace pour régler les différends.

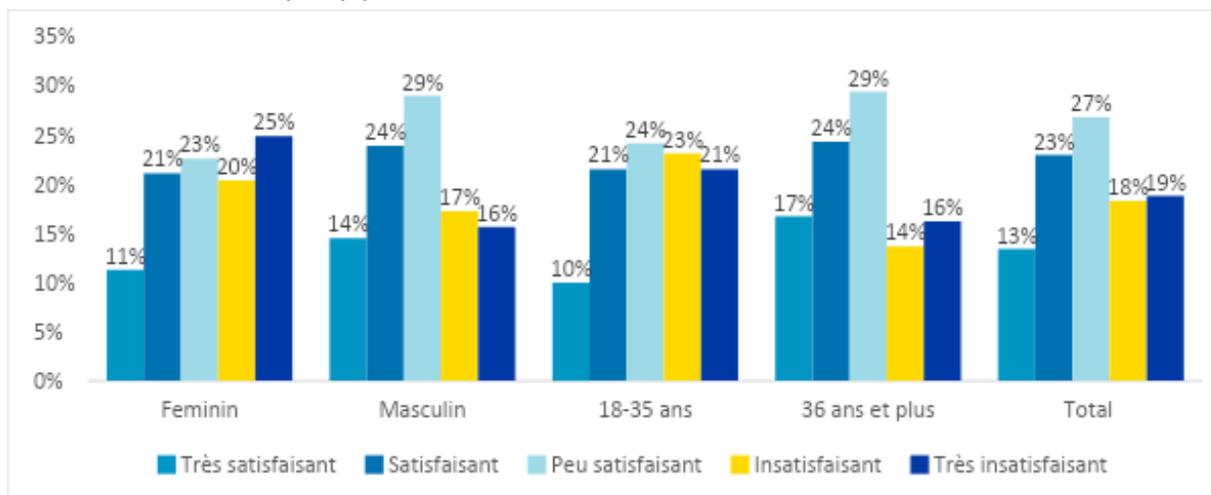
Toutefois, pour certains interlocuteurs, un pas a été franchi dans le changement de perception des communautés vis-à-vis du BATFAR, mais il reste encore beaucoup à faire quant à l'acceptation du BATFAR par les communautés.

- La satisfaction des populations par rapport aux services donnés par les autorités locales y compris les BAFTAR.

De manière globale, 36% des répondants estiment être satisfaites des services qu'elles demandent aux autorités locales. Le niveau de satisfaction des hommes et des personnes de 36 ans et plus est

plus élevé que celui des femmes et des jeunes. Les indicateurs et graphiques suivants présentent ces degrés de satisfaction.

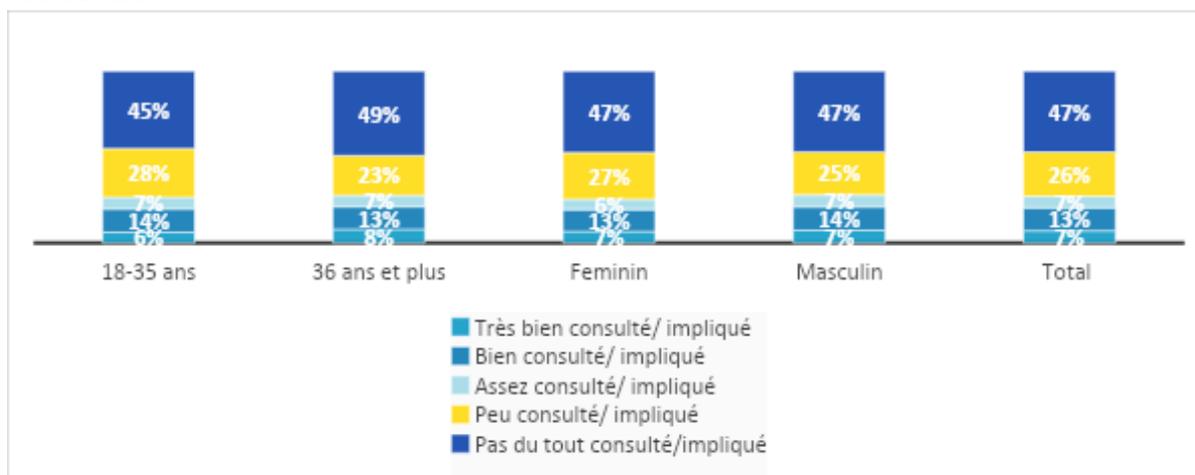
Graphique 12 : Répartition de la population selon son niveau de satisfaction par rapport à la capacité des autorités à apporter des réponses aux demandes de services faites par la population



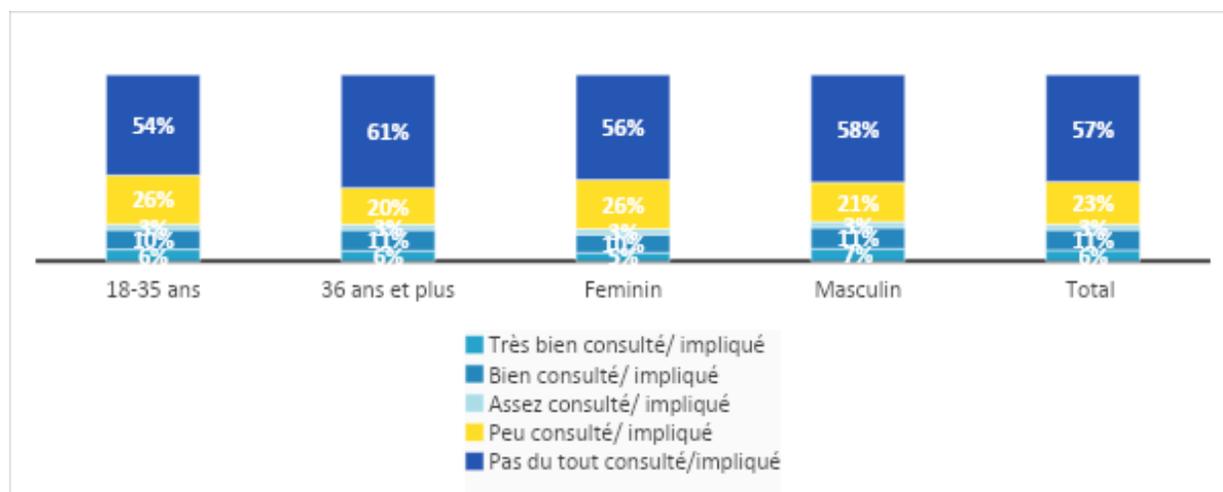
Par ailleurs, les populations ont une très faible perception positive de l'amélioration du niveau de redevabilité dans leur communauté. En effet, seulement 17% des personnes enquêtées trouvent que les projets communautaires ont accru la redevabilité dans leur localité. Même si cela montre une progression de 7 points de pourcentage par rapport à la valeur de la Baseline, on est encore très loin de la valeur cible de 50%.

Seulement, 20% des personnes enquêtées affirment aussi avoir été impliqués dans l'identification et la réalisation des projets communautaires, tandis que 17% affirment avoir été impliqués dans la gestion de ces projets. Il est à noter que le niveau d'implication est quasiment identique pour toutes les couches.

Graphique 13 : Proportion de la population qui pense être consultée et impliquée dans l'identification et la réalisation des projets communautaires



Graphique 14 : Proportion de la population qui pense être impliquée dans la gestion des projets communautaires



Toujours en termes de redevabilité, **35%** des répondants ont la perception que les autorités prennent en compte (totalement et parfois) leurs besoins dans l'identification et la gestion des projets communautaires. Cette perception est plus forte chez les hommes et les 36 ans et plus, avec respectivement **40%** et **41%** qui trouvent que leurs besoins sont pris en compte dans la réalisation des projets communautaires. Par ailleurs, **28%** des femmes et **31%** des jeunes de 18-35 ans estiment que leurs besoins sont totalement ou parfois pris en compte dans l'identification et la gestion des projets communautaires.

Tableau 4 : Répartition des personnes selon leur perception sur la prise en compte par les autorités de leurs besoins dans l'identification et la gestion des projets communautaires

| | Sexe | | Tranches d'âge | | Total |
|----------------------------|---------|----------|----------------|----------------|-------|
| | Féminin | Masculin | 18-35 ans | 36 ans et plus | |
| Totalement pris en compte | 13% | 21% | 15% | 22% | 18% |
| Parfois pris en compte | 15% | 19% | 16% | 19% | 17% |
| Peu pris en compte | 10% | 9% | 9% | 10% | 10% |
| Pas pris en compte | 6% | 4% | 5% | 4% | 5% |
| Pas du tout pris en compte | 5% | 7% | 6% | 8% | 7% |
| Ne sait pas | 51% | 39% | 50% | 37% | 43% |

Dans la même dynamique, l'analyse montre que **34%** des répondants estiment que les autorités de leurs localités rendent compte (toujours ou souvent) de la gestion des projets communautaires. Une fois de plus, les personnes âgées de 36 ans et plus et les hommes ont une meilleure perception de la redevabilité des autorités autour des projets communautaires, avec respectivement **38%** et **36%** qui trouvent que les autorités rendent compte aux autorités.

Tableau 5 : Répartition des personnes qui pensent que les autorités rendent compte (ou pas) de la gestion des projets communautaires

| | 18-35 ans | 36 ans et plus | Féminin | Masculin | Total |
|-------------|-----------|----------------|---------|----------|-------|
| Toujours | 13% | 18% | 11% | 18% | 15% |
| Souvent | 17% | 20% | 20% | 18% | 19% |
| Parfois | 5% | 3% | 6% | 3% | 4% |
| Rarement | 24% | 30% | 26% | 28% | 27% |
| Ne sait pas | 41% | 29% | 38% | 34% | 35% |

Au regard des analyses qui précèdent, on note un faible niveau de satisfaction des populations vis-à-vis des autorités en matière d'offres de services et de redevabilité.

Contribution à la promotion de l'égalité de genre

Effets de la participation des femmes et des jeunes aux activités du projet

Les femmes sont impliquées dans plusieurs activités projet, il en est de même pour les jeunes hommes et les jeunes filles. Ces différents groupes participent régulièrement à des rencontres et dialogues communautaires organisés, ainsi que la réalisation des projets communautaires. Selon certains participants aux discussions en focus-group, la participation aux dialogues a permis aux femmes de jouer un rôle important dans la construction de la paix au sein des communautés : *« Grâce au dialogue, les femmes ont appris les valeurs essentielles à promouvoir pour unir la famille et la communauté. Elles conseillent les maris et éduquent les enfants au principe de la tolérance et du vivre-ensemble »*. (Focus group leaders communautaires Essouk).

Les jeunes hommes et les jeunes filles ont aussi pleinement participé dans des activités à travers les séances de sensibilisation en « grin ». En plus, dans le cadre des activités de solidarité, les éléments du BATFAR et les jeunes ont organisé plusieurs activités ensemble comme des matchs de football. Quant aux femmes, elles ont été très actives dans la réalisation des journées de salubrité : *« Les journées de salubrité dans le cadre de ce projet ont été organisées par les femmes. Quant aux matchs de football, ce sont les jeunes qui ont été très actifs dans leur organisation »*. (Focus group femmes Kidal). Les femmes ont été également plus actives dans la mise en œuvre des activités de maraîchage.

Toutefois, des membres de la communauté rencontrée affirment que même si les jeunes ont participé dans la mise en œuvre des activités, ils ont été moins impliqués dans la prise de décision.

Effets de la participation des femmes et des jeunes sur le processus de dialogue et de paix dans leurs localités

Les femmes ont fortement contribué dans les processus de dialogues, en participant non seulement à des rencontres de dialogues, mais aussi en organisant des échanges sur la paix. Lors des différents dialogues, elles ont eu droit à la parole et donnaient leurs points de vue. Selon un membre d'une ONG partenaire de mise en œuvre, *« le leadership des femmes est très visible dans les dialogues, leurs voix comptent et ont une grande influence dans la zone »*.

Pour plusieurs interlocuteurs, les femmes sont toujours l'une des couches les plus actives pour la question de dialogues et de paix. Les femmes ont beaucoup participé aux dialogues et ont fait passer des messages sur la paix dans les tontines et les associations. Les femmes ont un réseau de paix à Kidal qui a organisé des rencontres de sensibilisation dans chaque quartier en collaboration avec les ambassadrices de Paix. Des témoignages confirment que les femmes ont facilité la gestion de plusieurs problèmes entre les populations et ont réconcilié des familles. Les propos d'une femme participant aux discussions en focus group confirment cela, « *Nous les femmes, nous avons sensibilisé toutes nos familles pour apporter notre contribution dans le processus des dialogues et de la paix dans cette localité* ». (Focus group femmes Essouk).

3.4. Durabilité

Faible collaboration entre les autorités locales et les ambassadeurs de paix

Il est ressorti de plusieurs entretiens que la collaboration entre les services de l'Etat et les ambassadeurs de Paix reste faible, voire inexistante. En effet, bien qu'il y ait des réunions conjointes entre l'équipe du projet, les ambassadeurs de Paix et certains acteurs étatiques à travers le comité de pilotage, il n'existe, pour le moment, aucun cadre formel de collaboration entre l'Etat et les ambassadeurs. En plus, la faible présence de l'Etat dans la zone ne facilite pas cet ancrage et cette collaboration. Cela est confirmé par les propos d'un ambassadeur de paix interrogé, « *Il n'existe pour le moment, aucune collaboration avec l'Etat qui n'a aucune initiative impliquant les ambassadeurs dans le processus de paix* ». (Ambassadeur de Paix Aneff).

Les facteurs ou initiatives du projet qui favorisent une durabilité des résultats obtenus du projet

L'ancrage communautaire du projet, ainsi que la politique des ambassadeurs de paix issus des communautés sont des facteurs de pérennisation des acquis du projet. Etant issus de communautés, les Ambassadeurs de mobiliser plus facilement les acteurs autour des certaines activités de préservation des acquis du projet, même après son intervention.

Le projet a appuyé la mise en place d'un comité civilo-militaire dans chaque commune qui pourrait maintenir des acquis du projet. Ce comité tient régulièrement des réunions avec la participation des BATFAR (pour la commune de Kidal), des mouvements signataires, des ambassadeurs et de la société civile.

En plus, l'engouement des acteurs (BATFAR, Ambassadeurs de Paix et communautés) pour le projet est un élément important pouvant faciliter la collaboration dans le cadre de la pérennisation des acquis.

Les contraintes qui ne favorisent pas une durabilité des résultats obtenus.

Il est revenu que l'existence d'un climat de méfiance entre les groupes signataires et l'Etat qui pourrait résulter de la lenteur de l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation d'Alger, constitue une véritable menace pour la durabilité du projet. En plus, le manque de financement endogène pour la continuité des actions de dialogues après la fin du projet est un autre obstacle ainsi que la non présence des éléments BATFAR en dehors de Kidal constitue aussi un obstacle.

Tous les acteurs interrogés, y compris les membres de l'équipe du projet, s'accordent sur le fait qu'il n'existe pas de ressources suffisantes pour la continuité des actions des ambassadeurs de paix. En effet, le renforcement des capacités des ambassadeurs de paix constitue un atout pour la pérennisation de leurs actions, toutefois, le manque de ressources financières pour mener des activités sur le terrain pourrait être un frein à la poursuite des actions

La totalité des acteurs rencontrés trouvent qu'il n'existe aucun plan d'institutionnalisation des pratiques des ambassadeurs de paix dans la zone. A cet effet, un plan aurait dû être élaboré pour, non seulement pour mieux outiller les ambassadeurs de paix, mais aussi définir une stratégie de mobilisation interne des ressources au niveau local afin d'assurer la continuité de certaines actions, même au strict.

3.5. Leçons apprises

Difficultés majeures auxquelles le projet a fait face lors de sa mise en œuvre

L'analyse des données recueillies lors des entretiens individuels et focus group de discussions BATFAR montre que le projet Nedew Ashika a fait face à des difficultés majeures au cours de sa mise en œuvre. D'abord, au début de sa mise en œuvre, **l'incompréhension du projet par les communautés, voire une méfiance** due à l'implication du BATFAR dont les missions étaient méconnues par les communautés. Au cours de la mise en œuvre, les difficultés étaient, entre autres, liées au **retard dans l'exécution des projets collaboratifs** et la mise en place d'un **mécanisme de redevabilité** autour de ces projets. Parmi les causes de ce retard, on peut citer le choix des projets, leurs lieux d'implantation et les entreprises exécutrices. En outre, le déficit de communication et de coordination entre Search et ses partenaires, (Almud, ADD, ACAD) qui ne partageaient pas les rapports narratifs des activités à temps, était une difficulté. On peut aussi évoquer l'absence des services déconcentrés de l'Etat dans les communes d'Anefif et Essouk.

Opportunités que le projet avait pour atténuer voire surmonter ces difficultés.

Le projet a identifié et exploité des opportunités pour faire face aux difficultés rencontrées. Il ressort des informations recueillies sur le terrain que l'équipe de mise en œuvre s'est appuyée sur certaines opportunités, parmi lesquelles on peut citer :

- ✓ **L'accord pour la paix d'Alger** qui prévoit la création, les missions et le fonctionnement des bataillons des forces armées reconstituées ;
- ✓ **La volonté de l'ensemble des parties prenantes** (*communautés, leaders communautaires, mouvements signataires, BATFAR, autorités locales et administratives*) à s'engager réellement dans un processus de paix durable ;
- ✓ **Les concertations et dialogues communautaires** avec les parties prenantes qui ont servi de cadre pour mieux expliquer les activités du projet et identifier inclusivement les projets collaboratifs les plus pertinents ;
- ✓ **Le recrutement d'un personnel de projet et partenaires de mise en œuvre entièrement locaux** qui a facilité l'acceptation et l'appropriation par les communautés et les autres parties prenantes ;

- ✓ **L'utilisation de l'expertise entièrement locale** pour la constructions/réhabilitation des projets collaboratifs ;
- ✓ **La mise en place des bureaux des Ambassadeurs de Paix dans les communes d'interventions** pour faciliter l'ancrage du projet au niveau communautaire ;

Les actions/pratiques et stratégies à reproduire pour des projets similaires dans des contextes similaires

La stratégie des **Ambassadeurs de paix** identifiés localement sur la base de critères objectifs mérite d'être soutenue et reproduite. En effet, l'accompagnement des Ambassadeurs de paix en renforcement des capacités, conseils, orientations et soutien est un facteur déterminant pour l'appropriation et l'ancrage des activités au niveau communautaire. En plus, le **recrutement d'un personnel local** favorise la mobilisation de l'ensemble des acteurs clés autour des actions du projet. Un personnel local est mieux imprégné des réalités socio-culturelles et connaît les éléments de connexion qui puissent rassembler les communautés. C'est ainsi que dans un **entretien avec un membre de l'équipe de mise en œuvre**, il est ressorti ceci : *« La politique des Ambassadeurs de paix, le recrutement local des staffs, le partenariat avec des ONG locales, bonne communication autour du projet ont été des pratiques déterminantes pour la réussite du projet »*

Les acteurs principaux rencontrés lors des entretiens semblent beaucoup apprécier le **renforcement des capacités, les dialogues communautaires, les tables rondes, les messages radiophoniques, les activités de solidarité et surtout les projets collaboratifs** qui ont fortement contribué à **améliorer les relations de confiance et de collaboration** au sein des communautés et entre celles-ci, les autorités et le BATFAR. Ces différentes actions ont aussi changé certaines attitudes et comportements au niveau communautaire.

Les pièges/difficultés à éviter ou intégrer pour des projets similaires dans un contexte similaire

La conception d'un projet est basée sur un problème réel identifié auquel il apporte une réponse à travers une logique d'intervention. A en croire les parties prenantes interrogées sur la question, la conception des projets similaires doit **impliquer les acteurs essentiels** et faire un **diagnostic communautaire** pour bâtir le projet sur des besoins réels exprimés par les communautés. Les **propos d'un Ambassadeur de paix de la commune d'Essouk** attestent cela *« Il faut que le projet évite de prendre des décisions sans consulter les populations qui vivent dans cette localité et qu'il fasse des analyses pertinentes du terrain avant l'exécution de son programme. Qu'il ne se limite pas seulement aux leaders communautaires. »*

Un des pièges à éviter dans la mise en œuvre des projets similaires est aussi le choix des sites d'implantation des activités. Souvent les activités sont concentrées dans les chefs-lieux des communes et cela donne le sentiment aux autres communautés de la commune une différence de traitement.

Existence d'un mécanisme de plainte et de remontée d'informations réactif ou proactif qui permet aux parties prenantes et aux communautés bénéficiaires de remonter des plaintes et des retours à Search, qui sont systématiquement traités par Search

Un mécanisme de remontée et de traitement des plaintes a été mis en place, selon la plupart des leaders communautaires, membres de l'équipe projet et éléments du BATFAR interrogés sur la

question. Cependant, les explications données par rapport à ce mécanisme laissent croire qu'il n'est pas formel. Au niveau communautaire, les populations passent par les Ambassadeurs de Paix pour exprimer leurs plaintes concernant les activités, quant aux éléments du BATFAR, ils passent par un officier de liaison qui sert d'interface avec les autres parties prenantes pour exprimer leurs ressentis. Pour les membres de l'équipe projet ce mécanisme offre la possibilité aux communautés de s'exprimer lors des missions de suivi. Un leader communautaire de la commune de Kidal témoigne en ces termes : « *Oui, nous passons par les ambassadeurs de paix et les ONGs partenaires pour faire remonter des informations et des plaintes.* »

Ceci étant, certains acteurs rencontrés (leaders communautaires, BATFAR et ONGs partenaires) n'ont pas connaissance de l'existence d'un tel mécanisme. Lors du focus group avec les éléments des BATFAR, il est ressorti : « *Qu'il n'y a pas de mécanisme de remontée d'informations et de plaintes, mais nous avons mis en place un mécanisme spécifique qui est assuré par un officier de liaison qui sert d'interface avec les autres parties prenantes.* » (Élément BATFAR).

Pourtant, les entretiens approfondis avec l'équipe de mise en œuvre font ressortir qu'à la faveur des projets collaboratifs, un mécanisme plus formel, avec la mise en place des comités de suivi et de gestion des infrastructures réalisées, a été mis en place. Toutefois, la fonctionnalité de ce mécanisme n'est pas observée sur le terrain parce qu'ayant été mise en place vers la fin du projet.

4. CONCLUSIONS

Aux termes du processus de collecte et d'analyse des données dans le cadre de la présente évaluation, un certain nombre de constats se dégagent.

En matière de pertinence

Toutes les parties prenantes apprécient l'approche inclusive adoptée par le projet. Des acteurs et communautés ont été régulièrement consultés pendant la mise en œuvre du projet au travers des ateliers de concertation. Ces consultations ont été inclusives, avec la participation de toutes les couches de la communauté. Les acteurs et communautés montrent également leur satisfaction en matière de prise en compte de leurs besoins dans la conception et la mise en œuvre du projet.

Les communautés apprécient la pertinence du projet par rapport à leurs besoins et trouvent que les activités sont socialement et culturellement adaptées à leurs localités. Les acteurs communautaires sont unanimes sur le fait que les activités ont été discutées et validées sur leur pertinence.

L'analyse documentaire et les entretiens avec les acteurs révèlent que les objectifs du projet sont alignés avec l'Accord pour la paix et la réconciliation, notamment dans son chapitre 7 (article 17), à travers l'appui à l'amélioration des capacités du BATFAR.

Le projet cadre également avec la stratégie Sahel de Search, notamment avec les domaines d'impact en lien avec la Légitimité institutionnelle et la polarisation collective. Par exemple, les projets communautaires visaient à accroître la redevabilité, et par la même occasion la légitimité institutionnelle des autorités locales. Aussi, ces projets communautaires, de même que les

activités de solidarités, ainsi que les dialogues devraient contribuer à réduire la polarisation collective.

En matière d'efficacité :

Les interventions du projet ont permis d'atteindre des résultats importants. On peut noter des résultats significatifs en matière de rapprochement entre la population de Kidal et les éléments du BATFAR, à travers les activités de solidarités, les séances de sensibilisation sur les objectifs et missions des BATFAR.

Le rapprochement entre les communautés constitue également un résultat important. Cela a été rendu possible grâce à certaines activités comme les dialogues communautaires et la réalisation d'infrastructures, permettant aux communautés de se regrouper autour des projets d'intérêts communs.

On note globalement un bon niveau d'atteinte des indicateurs du projet. En ce qui concerne l'objectif général, 86% des répondants considèrent que les acteurs jouent un rôle dans la stabilisation de leur communauté, pour une valeur cible de 70% pour l'indicateur.

Quant à l'objectif spécifique 1, relatif à la prise en compte des priorités des communautés dans les processus de dialogue pour la construction de paix, on note cependant que l'indicateur n'a pas atteint sa valeur cible de fin de projet. En effet, 47% des répondants trouvent que leurs priorités en matière de construction de la paix sont prises en compte dans les processus de dialogue. Par ailleurs, 81% des répondants déclarent avoir l'opportunité d'exprimer leurs attentes par rapport au processus de stabilisation, ce qui représente un dépassement de plus de 16 points de pourcentage de la valeur cible de l'indicateur. L'ensemble des leaders communautaires et autres influents trouvent qu'ils ont accès à des espaces de dialogue sur les priorités pour la construction de la paix.

Au niveau de l'objectif spécifique 2, seulement 25% des répondants déclare être satisfait du niveau de respect des populations et des droits de l'homme par les éléments du BATFAR. Aussi, seulement 53% des éléments du BATFAR ont démontré une hausse de leur connaissance sur le mandat de protection, pour une valeur cible de fin de projet de 60%, soit un taux de réalisation de 88%.

Rappelons que le BAFTAR n'est pas un acteur opérationnel, il ne fait pas de patrouille depuis son installation à Kidal et reste cantonné. Il est donc difficile pour les populations de déclarer être satisfaits du niveau de respect des populations et des droits de l'Homme par les éléments du BATFAR.

Même si une partie de la population de Kidal commence à bien apprécier le début de ses interactions avec les éléments du BATFAR, à travers notamment la fourniture des soins de santé et d'eau potable, beaucoup de personnes au sein de cette population gardent toujours à l'esprit les exactions commises par les FDS dans le passé.

Ainsi, les avis sont tranchés en matière de respect des droits de l'homme par les BATFAR, les uns (une minorité) qui trouvent qu'ils fournissent des services sociaux à la population ; et les autres (la

majorité) qui se basent sur des événements antérieurs pour affirmer que les BATFAR ne respectent pas les droits de l'homme, puisque constitués en grande partie d'éléments de FAMA.

Pour l'objectif spécifique 3, les communautés ont un très faible niveau de perception de l'amélioration du niveau de redevabilité des autorités vis-à-vis des communautés. Seulement 17% des répondants trouvent que les projets communautaires ont accru la redevabilité dans leur communauté.

En matière d'Effet :

Les interventions du projet, comme les activités de sensibilisation, les projets communautaires, les dialogues communautaires et les activités de solidarités ont favorisé un changement positif de perception des communautés pour la cohésion sociale. Ces activités ont beaucoup contribué à l'amélioration de la collaboration entre les acteurs clés, mais aussi un renforcement de la confiance entre les communautés elles-mêmes et avec les acteurs locaux.

Les communautés de la zone d'intervention perçoivent faiblement la contribution du BATFAR à la sécurisation des personnes et de leurs biens. Ce faible niveau de confiance est confirmé par les résultats des enquêtes de sondage, avec seulement 29% des répondants qui estiment que les éléments du BATFAR sont aptes à assurer leur mission de sécurisation des personnes et de leurs biens. En outre, près de 70% des répondants ne sont pas prêts à accepter que le BATFAR participe à leur sécurisation.

5. RECOMMANDATIONS

Nous formulons un certain nombre de recommandations qui pourront servir pour la mise en œuvre des projets similaires futures et asseoir une pérennisation des acquis. Il s'agit de :

Pour Search

Recommandation 1: Renforcer le mécanisme de plaintes et de remontée d'information en place :

Les résultats de l'analyse ont montré que le mécanisme de remontée d'information mis en place reste encore non formel (se limitant aux ambassadeurs de paix) et peu connu de la population et des acteurs clés.

Il y a donc une nécessité de renforcer ce mécanisme qui doit répondre aux besoins des communautés, et en mettant en place tous les outils appropriés à son fonctionnement correct (numéro vert, boîte à suggestions, points focaux, etc.). Il est ensuite nécessaire de procéder à une large communication sur un tel mécanisme pour une meilleure connaissance de la population sur son mode de fonctionnement.

Recommandation 2 : Renforcer les capacités des autorités locales sur la notion de redevabilité

Les résultats de l'évaluation ont montré un faible niveau de redevabilité des autorités locales vis-à-vis des communautés. Des discussions en focus group et du sondage, il ressort un faible niveau de satisfaction des populations sur le fait que les autorités leurs rendent compte, notamment sur la gestion des projets communautaires.

Il est donc important pour Search de renforcer les capacités des autorités locales sur la notion de redevabilité. Ce renforcement de capacités pourrait passer par des formations et l'appui à l'organisation de sessions de restitution à la population.

Recommandation 3 : Travailler à mettre en place une stratégie de pérennisation/institutionnalisation de l'approche Ambassadeur de Paix

L'approche Ambassadeur de paix a été un facteur important de réussite de projet et bien appréciée par l'ensemble des acteurs. Toutefois, cette approche reste encore fragile du fait de l'absence de stratégie de pérennisation.

Search devra élaborer une stratégie de pérennisation ou d'institutionnalisation de cette approche, avec l'implication de tous les acteurs clés (Autorités coutumières, Autorités intérimaires, Mouvements signataires, BATFAR, Société civile). Cette stratégie pourrait être assortie d'un plan d'actions et d'un plan de mobilisation de ressources internes pour la continuité des actions des Ambassadeurs de paix.

Pour Search et ses partenaires locaux de mise en œuvre

Recommandation 4 : Renforcer les synergies avec d'autres intervenants/projets dans la zone

Il a été constaté que la synergie entre le projet « Nedew Ashika » et d'autres projets intervenant dans le domaine de la cohésion est encore très faible, voire absente.

Pour avoir un des effets significatifs dans l'amélioration de la cohésion sociale, il est impératif pour Search et ses partenaires locaux de mise en œuvre de mettre et/ou de participer dans des cadres de collaboration plus large impliquant les autres acteurs de la zone.

Recommandation 5 : Améliorer la communication et la coordination entre Search et ses partenaires

Un des défis importants auxquels le projet a fait face durant la mise en œuvre est la faible qualité de la communication et de la coordination entre Search et ses partenaires.

L'amélioration de la qualité du partenariat passe l'organisation des rencontres régulières de coordination (par exemple à une fréquence trimestrielle), mais aussi la mise en place et le respect d'un calendrier de rapportage. Les partenaires devront être également renforcées sur les formats de rapportage narratif et financier, ainsi que les procédures administratives et financières de Search afin d'améliorer la qualité des rapports à soumettre.

Pour les partenaires locaux de mise en œuvre et ambassadeurs de paix

Recommandation 6 : Poursuivre les efforts pour l'acceptation des BATFAR, notamment dans les autres communes

Malgré des résultats atteints en matière d'amélioration de la confiance entre la population et le BATFAR dans la commune de Kidal, l'absence des éléments BATFAR dans les autres communes n'a pas facilité son acceptation par les populations de ces communes.

Les partenaires locaux et les ambassadeurs de paix devraient donc poursuivre les efforts de sensibilisation sur les objectifs, la composition et les missions du BATFAR dans ces communes. Il

serait également intéressant de délocaliser, avec l'appui des autres acteurs (autorités coutumières, mouvements signataires, autorités intérimaires) les activités de solidarités dans ces communes pour un rapprochement entre les BATFAR et les communautés.

6. Annexes

1. Termes de références
2. Outils de collecte
3. Rapport de démarrage